



Grand-Duché de Luxembourg  
Ministère d'État

# Bulletin de documentation

## SOMMAIRE

La politique étrangère du Gouvernement luxembourgeois .....	1
La Journée Boursière 1987 .....	9
Le trentième anniversaire du Forex-Club Luxembourg .....	11
The financial centres of London and Luxembourg in a process of financial integration .....	16
The future of the Atlantic Alliance .....	18
East-West relations from a european perspective .....	22
Visite officielle de Monsieur Jacques F. Poos, Ministre des Affaires étrangères, en Suisse .....	26
La situation économique en 1986 et les perspectives pour 1987	27

1/1987

Janvier-Février

**Service Information et Presse**  
Luxembourg - 10, boulevard Roosevelt

# La politique étrangère du gouvernement luxembourgeois

Exposé de Monsieur Jacques F. Poos, Vice-Président du Gouvernement, Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération, sur la politique étrangère du gouvernement à la tribune de la Chambre des Députés le 22 janvier 1987

Le cours intempestif de l'actualité internationale rend difficile l'énumération de manière détaillée de tous les événements. Ce n'est d'ailleurs pas l'objet de la déclaration de politique étrangère.

C'est donc à dessein que je n'entreprendrai pas la tâche fastidieuse d'en ajouter à votre information par l'énumération et le commentaire d'une multitude de faits et d'événements d'actualité.

Je me suis permis de vous faire distribuer le discours que j'ai prononcé à la tribune des Nations Unies et qui fait un tour d'horizon assez complet de la situation internationale. Les réflexions faites en automne 1986 sur la crise du multilatéralisme et les conflits régionaux dans le monde restent, sans aucun doute, valables aujourd'hui.

Notre pays connaît actuellement une période de paix et de prospérité. Mais je n'ai pas besoin de vous rappeler que nous ne vivons pas en vase clos, à l'écart d'une scène internationale politique et économique instable, voire menaçante, et que la dimension de notre pays ne lui permet pas de peser notablement sur le cours de la politique internationale. L'endettement international, les menaces protectionnistes, le désordre monétaire, la course aux armements ou l'instabilité de certaines régions déchirées par des conflits interminables nous concernent. Ils peuvent à tout moment affecter notre pays et sa prospérité.

Le rôle d'un petit pays dans les affaires internationales consiste à suivre une ligne de force, dont le point de départ est son existence en tant qu'entité souveraine et l'aboutissement, son intégration - dans le respect de son originalité propre - dans les différentes sphères de solidarité:

- 1 - solidarité avec les nations démocratiques,
- 2 - solidarité dans l'Alliance Atlantique pour notre défense commune et la consolidation de la paix,
- 3 - solidarité avec les nations d'Europe occidentale poursuivant ensemble, à travers leur Communauté, l'objectif d'une Union Européenne.

A l'approche du 30ème anniversaire de la signature des Traités de Rome, il n'est que naturel de relever avant tout la composante européenne de notre politique étrangère.

La pratique d'une politique extérieure n'est pas - comme on avait pu l'admettre pendant longtemps - l'apanage des grandes puissances disposant des moyens d'action et de coercition grâce auxquels ces pays peuvent imposer, le cas échéant, leurs vues aux autres.

De nos jours la politique et la coopération internationales se sont diversifiées et spécifiées d'une manière qui impose aussi aux pays moins grands, voire de taille modeste, la charge de fournir une contribution propre au processus commun.

Voilà pourquoi un pays comme le nôtre qui se veut indépendant ne saurait défendre sa cause, ni prendre en charge ses intérêts, ni encore participer à la gestion des intérêts communs avec d'autres partenaires en l'absence d'un minimum de moyens.

Notre politique étrangère, instrument privilégié de notre souveraineté, ne peut et ne doit être un terrain d'affrontement.

Notre pays a besoin d'un véritable consensus sur les grandes orientations et sur les questions d'intérêt national. Ce consensus qui bénéficie d'ailleurs d'un large support dans l'opinion publique, concerne notre place et notre rôle dans la Communauté européenne, notre attachement et nos positions au sein de l'Alliance atlantique, ou encore notre attitude ferme mais responsable à l'égard d'une centrale nucléaire dont notre peuple n'a jamais voulu. Sur tous ces grands thèmes, toute division inutile nous affaiblit.

Ce consensus sur les grandes orientations de notre politique extérieure ne signifie évidemment pas que les divers groupes politiques, compte tenu de leurs sensibilités particulières, ne puissent pas développer des approches originales. Le consensus et l'accord sur l'essentiel n'excluent pas une certaine diversité dans les analyses et un débat responsable.

Si nous restons unis sur l'essentiel, je suis convaincu que nous pourrons à l'avenir, avec l'aide et l'engagement de tous ceux qui collaborent à la définition et à la mise en oeuvre de notre politique étrangère, encore mieux faire entendre notre voix dans le concert des nations et affirmer une présence plus active en tant que partenaire et allié à part entière.

Je ne saurais mieux cerner ce rôle propre que le Luxembourg est appelé à assumer qu'en citant les propos fort éloquentes d'Arnold Duckwitz, un des grands bourgmestres au cours du 19e siècle de la ville de Brême: «Ein kleiner Staat...darf nie als Hindernis des Wohlergehens der Gesamtheit erscheinen. Vielmehr soll er seine Stellung in solcher Weise nehmen, dass seine Selbständigkeit als ein Glück für das Ganze, seine Existenz als eine Notwendigkeit angesehen wird. Darin liegt die sicherste Bürgschaft seines Bestehens».

Pour atteindre cet objectif, notre première ambition doit être celle de rester un partenaire écouté et un allié fiable, ce qui suppose que notre politique extérieure soit marquée du sceau de la clarté et de la prévisibilité.

C'est dans cet esprit que nous arriverons à défendre au mieux nos intérêts propres.

## I. L'Europe des Douze

Un passé douloureux nous a appris à deux reprises au cours de ce siècle que notre pays ne saurait plus s'égarer sur des voies isolées. Au contraire, l'expérience nous a convaincu de l'impérieuse nécessité de lier désormais notre sort à celui de la construction européenne.

Voilà pourquoi notre activité diplomatique est orientée prioritairement vers le développement et le renforcement

interne et externe de la Communauté européenne. Une étape importante a été franchie sous notre Présidence avec l'adoption de l'Acte unique européen qui donne également à la coopération politique européenne de nouvelles assises. Les conditions sont désormais réunies pour dépasser le stade des déclarations et mener une action diplomatique à la hauteur des ambitions de cette Communauté.

En effet, l'Europe doit assumer davantage de responsabilités, et souligner son identité propre, dans un monde où ni la démographie ni le poids économique et militaire n'évoluent en sa faveur.

Et pourtant notre Communauté reste un espoir pour beaucoup de nations dans le monde, que ce soit en Afrique, grâce au cadre conventionnel établi à Lomé, ou en Amérique latine qui aspire, avec le concours des Douze, à consolider la démocratie par le développement économique et social.

L'action de la Communauté doit s'articuler autour de trois axes majeurs qui définissent simultanément sa stratégie:

- Le respect universel des droits de l'homme;
- Le droit à l'autodétermination reconnue à toutes les nations;
- Le progrès économique dans la solidarité.

L'Europe ne saurait dans cet esprit que prendre ses distances vis-à-vis de tous les régimes qui bafouent ouvertement ces principes: le fait que telle ou telle dictature revendique une place éminente dans la lutte contre le communisme ne lui donne aucun label de défenseur des valeurs démocratiques. L'Afrique du Sud en est un exemple patent. Ce pays s'est enfoncé au cours de l'année écoulée encore davantage dans le mépris organisé des droits les plus élémentaires de la personne humaine. Le Chili de son côté, où la violence et la répression perpétrées par un régime qui refuse tout retour à la démocratie, est à classer dans le même camp. Il ne s'agit certes pas là de deux cas isolés.

D'un autre côté, nous n'acceptons pas la thèse de ceux qui croient pouvoir faire fi des droits de l'homme les plus élémentaires - comme le droit de s'exprimer et de s'associer librement - parce qu'ils prétendent avoir réalisé dans leur plénitude les droits économiques. Ceci a conduit l'Europe à réagir vigoureusement aux atteintes à la liberté perpétrées dans les pays qui sont sous domination d'un parti unique.

La défense de principes aussi respectables soient-ils, ne saurait toutefois suffire à nous donner bonne conscience. Au cours des douze derniers mois la Communauté s'est trouvée face à de nouveaux défis d'une ampleur inconnue jusqu'à présent.

Je citerai en premier lieu le terrorisme international qui est une menace pour la paix. Les manifestations les plus abjectes que nous avons enregistrées dans ce contexte, qu'il s'agisse des lâches attentats perpétrés à Berlin, à Paris, à Rome, à Vienne, à Londres ou à Istanbul, plaident indiscutablement pour une action concertée des Douze, et, au-delà, au sein du cercle élargi des démocraties occidentales. Face à ces actions qui visent à déstabiliser les relations entre nations fondées sur le respect et l'intégrité de

la personne humaine, il incombe à chacun d'assumer sa part dans la lutte contre ce fléau.

Parmi les nouveaux défis, je pourrais mentionner dans le même esprit une action concertée des Douze dans la lutte contre l'abus des drogues, ce mal implacable qui a déjà fait tant de ravages, dans la protection de notre environnement si gravement atteint par les tragédies de Tchernobyl et les incidents répétés sur les rives du Rhin et enfin dans la lutte contre de SIDA et le cancer.

Il est urgent que l'action des Douze prenne en compte ces problèmes nouveaux.

L'Europe ne peut faire entendre sa voix et maintenir son rang dans le monde, que si elle est capable de résoudre ses difficultés dans un esprit de réforme et dans la solidarité.

## II. La Communauté Européenne

Après douze mois d'un calme inhabituel et trompeur, la Communauté économique européenne est de nouveau confrontée à des échéances difficiles.

Commençant l'exercice 1987 sans budget légalement arrêté, la Communauté est menacée d'asphyxie budgétaire avant la fin même de son trentième anniversaire. Au moment où les États membres sont engagés à mettre en oeuvre les réformes substantielles inscrites dans l'Acte Unique de Luxembourg, une nouvelle crise financière pèse sur le processus d'intégration. Les palliatifs décidés en 1984 à Fontainebleau sont d'ores et déjà épuisés.

La Communauté dont la dimension méditerranéenne a été accentuée après l'élargissement a besoin d'une révision et d'une réforme profondes de ses ressources comme de certaines de ses dépenses.

Le Président Delors qui était avant-hier à Luxembourg, a entrepris un tour des capitales pour consulter les États membres sur les trois grands thèmes à l'ordre du jour que sont les ressources financières, les Fonds à finalité structurelle et la réforme de la PAC. Il est évident que ces trois problèmes sont étroitement liés et qu'une solution durable n'en pourra exclure aucun.

En ce qui concerne les ressources financières, leur insuffisance a conduit le Conseil à recourir dans le passé à des expédients peu conformes au système de financement communautaire et qui représentaient, - comme l'a d'ailleurs souligné votre Chambre -, un véritable retour en arrière.

Le Gouvernement luxembourgeois réaffirme pour cette raison son attachement à l'autonomie financière de la Communauté qu'il s'agit maintenant de consolider jusqu'à l'horizon 1992.

De ce fait nous nous méfions de tout nouvel artifice ou de toute solution extrabudgétaire. Une Communauté capable d'assurer la stabilité et la continuité de son action a besoin d'un système de financement caractérisé par la sécurité, la solidarité et la discipline.

Un tel système, toutefois, ne peut être séparé d'une réforme en profondeur des fonds structurels, de manière

à accroître leur efficacité et à renforcer leur coordination. Il est évident que ces Fonds devront être des instruments importants utilisables pour atteindre la cohésion économique et sociale inscrite dans l'Acte Unique. Mais si la solidarité communautaire répond aux besoins d'une Communauté où les disparités économiques entre Etats membres sont considérables, elle ne pourra se limiter à de simples transferts financiers ou de distribution de chèques en blanc.

Elle devra aller de pair avec des politiques économiques convergentes et une stratégie communautaire pour une croissance plus dynamique et plus génératrice d'emplois.

La crise financière et la crise de la politique agricole commune sont liées, l'une étant largement la résultante de l'autre. Près des deux tiers du budget communautaire actuel sont affectés aux dépenses agricoles. La maîtrise de la production agricole n'est toujours pas assurée et les stocks de produits en excédent ont atteint des niveaux inégalés. Certes, des mesures de restriction, parfois douloureuses pour certains producteurs, ont été prises il y a quelques semaines.

Si une réforme et une adaptation de la PAC au nouveau contexte agricole mondial sont indispensables, nous ne pouvons pourtant pas accepter une simple renationalisation de la politique agricole sous prétexte d'assainir les finances communautaires. Les trois principes de base de la PAC qui sont l'unité du marché, la solidarité financière et la préférence communautaire devront être préservés. De même une réforme de la PAC ne pourra être isolée des négociations internationales dans le secteur agricole.

Il apparaît ainsi que le règlement de tous ces problèmes, qu'il s'agisse de l'agriculture, des fonds structurels ou de l'adaptation des moyens financiers de la Communauté conditionne également le développement des autres politiques communautaires, notamment dans le domaine de la recherche et de la technologie.

La création du marché unique, dont l'achèvement est prévu pour 1992, est un élément important pour le développement économique de notre pays. L'instabilité monétaire des dernières semaines provoquée par la chute du dollar montre également la nécessité d'un renforcement du système monétaire européen.

L'Acte Unique européen a ouvert des perspectives nouvelles que même ses critiques les plus virulents lui reconnaissent aujourd'hui. Le Luxembourg reste résolu à le mettre en oeuvre le plus rapidement possible et dans son intégralité.

Si la Communauté européenne est certainement un champ d'action prioritaire, il serait erroné de négliger par trop une entité qui ne figure que rarement à la une des médias: l'Union Economique BENELUX dont le Luxembourg a assumé la présidence au cours du deuxième semestre de l'année écoulée. Je suis d'ailleurs heureux de pouvoir constater une nouvelle prise de conscience par les trois partenaires de leurs possibilités de coopération et d'initiative. Le Benelux peut exercer un effet d'entraînement sur les autres membres de la Communauté, comme le montre l'Accord de Schengen.

Je voudrais également réaffirmer notre attachement au Conseil de l'Europe, organisation dont le Luxembourg va

assurer la Présidence l'année prochaine. Elle reste par son action en faveur des droits de l'homme et des grandes questions de civilisation, un instrument privilégié au service de l'idéal européen.

### III. Les institutions européennes à Luxembourg

Je voudrais également à cette occasion réitérer notre ferme volonté de consolider et de développer le siège des institutions communautaires à Luxembourg.

La politique de siège est une composante naturelle, et traditionnelle, de la politique européenne du Luxembourg.

Luxembourg a, comme ville d'accueil, des titres incontestables et incontestés. Le siège de Luxembourg a été consolidé par l'Accord de 1965, dont la valeur politique et juridique jusqu'à présent n'a jamais été sérieusement mise en question. Au contraire, elle a vu sa validité confirmée par la Cour de Justice.

C'est d'ailleurs dans cette logique que s'inscrit la candidature de Luxembourg comme lieu de travail du futur Office européen des Marques.

Les titres juridiques que Luxembourg fait valoir en l'occurrence, sont incontestables. Vu la règle de l'unanimité et les multiples candidatures d'autres villes, ce ne sera sans doute pas tâche aisée pour le Gouvernement de les défendre. Mais c'est la voie que le Gouvernement a choisie et il n'en déviara pas.

La prérogative de siège - nos partenaires ont parfois tendance à négliger cet aspect - impose au pays d'accueil des obligations. La première est la mise à disposition d'immeubles et toute une gamme d'infrastructures immobilières adaptées aux besoins des institutions et des services concernés. L'accomplissement de ces obligations constitue une charge permanente.

Ainsi, trois grands chantiers sont actuellement ouverts au Kirchberg: le premier destiné à la Cour des Comptes en voie d'achèvement; le second immeuble est destiné aux services du Parlement Européen et le troisième permettra l'installation du futur Tribunal de Première Instance de la Cour Européenne de Justice.

Si l'on ajoute à cette énumération l'ensemble des travaux ayant pour objet de faciliter le fonctionnement des Institutions européennes à Luxembourg, on peut sans exagération affirmer que, depuis trente ans, le Luxembourg a accompli un effort unique de construction et d'aménagement pour accueillir non seulement des institutions et services, mais avant tout et surtout aussi une population européenne, qui dans la grande majorité des cas a pu harmonieusement s'intégrer dans la vie de ce pays, et qui continue - nous l'espérons, et nous faisons tout pour qu'il en soit ainsi - à se trouver à l'aise dans leur pays d'accueil.

### IV. Cattenom

Là où la Communauté existe, là où elle a voix au chapitre, la parole du plus petit de ses membres peut également être entendue. Là où l'Europe est faible ou n'existe pas, le fait national prime et les intérêts de notre pays ou des Etats de taille modeste ne sont souvent qu'insuffisamment pris en compte.



Nous connaissons cette situation face à la centrale nucléaire de Cattenom. La Communauté était largement dépourvue jusqu'à présent d'une véritable dimension écologique. La politique européenne de l'environnement n'a pas suivi l'évolution économique et technologique.

Les traités et en particulier le traité Euratom accordent la priorité au développement d'une source d'énergie, le nucléaire, dont Tchernobyl a montré les dangers et les effets transfrontaliers. Les conditions de sécurité, les normes d'émission, le contrôle restent essentiellement d'ordre national. Le Gouvernement luxembourgeois a certes pris une initiative en vue d'un renforcement et d'une création de normes communautaires. Nous demandons un contrôle communautaire permanent. Nous exigeons un système de contrôle automatique objectif à Cattenom tel qu'il a été proposé par la Commission dans son avis sur la base de l'article 37. Malheureusement cet avis n'est pas contraignant et nous nous heurtons toujours à une conception de la souveraineté largement dépassée par la réalité technologique et écologique.

Nous souhaitons dans le domaine nucléaire une coopération internationale accrue, où les intérêts de toutes les parties soient pris en compte. Nous nous méfions d'une coopération alibi où les vraies questions, comme celle de la responsabilité, sont éludées par les puissances nucléaires. Cela explique notre attitude décidée lors de la récente conférence de l'AIEA à Vienne.

Pour le Gouvernement le dossier Cattenom reste ouvert et les discussions avec nos voisins pour accroître la sécurité et prévoir tous les dispositifs d'assistance et d'évacuation en cas d'accident nucléaire sont en cours. Ni le droit communautaire ni le droit international ne nous offrent des possibilités réelles d'action et de recours, nous permettant d'obtenir la fermeture de la centrale de Cattenom. Nous poursuivrons donc les négociations par lesquelles nous avons dès à présent déjà obtenu un certain nombre de garanties non négligeables. Nous soutiendrons également la Commission dans ses efforts pour tirer les leçons de l'après-Tchernobyl et de renforcer les conditions et les moyens communautaires dans le domaine de la sécurité nucléaire.

## V. L'Europe géographique: la CSCE

Notre ferme attachement à la Communauté des Douze qui représente également pour les autres pays d'Europe occidentale un véritable pôle politique et économique, ne doit pas nous faire oublier les réalités de l'Europe géographique comportant la Communauté des Douze et les pays de l'AELE. Sur l'autre rive de l'Elbe habitent également des Européens qui au fil des siècles ont largement contribué à façonner la civilisation européenne.

L'amélioration constante de nos relations avec les pays du Pacte de Varsovie en dépit de notre rejet de leurs structures politiques et économiques est essentielle à la préservation de la paix en Europe.

Un signe encourageant dans ce contexte nous vient peut-être du nouveau Secrétaire Général du Parti Communiste d'Union Soviétique qui, dans un langage qui se différencie de celui de ses prédécesseurs, n'hésite pas à parler de la «maison européenne» qui nous est commune.

Certes ce ne sont pas les différences de système et de régime qui devraient faire problème. Mais il ne faudrait toutefois pas perdre de vue que la cohabitation et les relations de bon voisinage obligent.

Une telle maison, du moins dans la perception que nous en avons, ne saurait tolérer des locataires privilégiés par rapport à d'autres qui seraient en quelque sorte de seconde zone. Le passage d'un étage à un autre ne peut être taxé de délit. Le brouillage d'émissions radiophoniques, la saisie d'informations de journaux et d'écrits devraient être prohibés. Bref, cette «maison européenne commune», si souhaitable qu'elle soit, reste encore entièrement à construire.

Le processus CSCE toutefois, imaginé voilà plus de 10 ans et qui fait actuellement l'objet d'une conférence d'examen à Vienne, nous indique la voie à suivre.

En dépit de ses insuffisances et des critiques que bon nombre d'entre vous ne lui ont pas ménagées, ce processus a permis de jeter des ponts et de créer des conditions favorables à la coexistence entre nations européennes à systèmes différents.

Il permet en outre à toutes les nations européennes, grandes, petites ou moyennes, de participer pleinement et, par conséquent, d'être associées activement à l'édification de «cette maison européenne». Ce n'est pas négligeable.

Les deux premiers mois de la conférence de Vienne, ont été réservés à l'examen de la mise en oeuvre des principes solennellement souscrits, notamment dans l'Acte final de Helsinki. Cela me permet de tracer devant vous un bilan provisoire nuancé:

- pour ce qui est du domaine de la sécurité, des pas importants ont été accomplis. D'aucuns n'hésitent pas à parler d'une percée dans ce contexte, tant le succès de la conférence de Stockholm sur la sécurité et les mesures de confiance leur paraît prometteur. A vrai dire, l'invitation obligatoire d'observateurs en cas de manoeuvres militaires, l'annonce préalable d'activités militaires à partir d'un certain niveau, mais surtout et avant tout, la reconnaissance du principe d'inspection in situ, et enfin - pour la première fois - l'application de l'ensemble de ces mesures à une zone s'étendant de l'Atlantique à l'Oural: tout cela constitue à vrai dire un résultat appréciable.

- Dans le domaine économique en revanche, peu de progrès sont à signaler depuis la conférence de Madrid. A n'en pas douter, la reconnaissance formelle et imminente de l'existence de la Communauté européenne par l'ensemble des pays membres du COMECON et la négociation de liens contractuels ne manqueraient pas de produire un effet dynamisant sur de nouvelles formes de coopération dans ce domaine.

- Un facteur important de l'attachement de notre gouvernement au processus d'Helsinki tient au respect par tous des principes concernant les droits de l'homme et la dimension humaine, principes dont l'insertion dans l'Acte final d'Helsinki fût réellement une innovation: qu'il s'agisse p. ex. du libre exercice des activités professionnelles des journalistes, de la circulation sans entraves des informations et des idées, quel que soit le support médiatique; qu'il s'agisse des droits des personnes désireuses de quitter leur pays, je songe à cet égard en particulier aux milliers de Juifs actuellement retenus en URSS; qu'il s'agisse des rencontres, voire des réunifications des familles; qu'il s'agisse

enfin de la liberté de la création artistique: autant de principes, hélas, qui sont restés encore très largement lettre morte à l'est, si l'on fait abstraction de solutions apportées à quelques cas isolés sous la pression de l'opinion mondiale.

Il est essentiel, et les débats des deux derniers mois à Vienne furent significatifs à cet égard, que les pays de l'Europe et de l'Est fassent preuve d'un réel esprit d'ouverture dans le respect des principes auxquels ils ont souscrit.

De nouveaux progrès qui sont à la fois nécessaires et souhaitables dans le cadre de ce processus auront d'autant plus de chance de voir le jour que les obligations d'ores et déjà souscrites sont remplies.

Il en est ainsi de la proposition soviétique de tenir à Moscou une conférence sur les questions relatives à la dimension humaine. Ce qui à première vue apparaît comme gageure ne devrait pas être rejeté à priori. Pour qu'une telle réunion ne devienne pas une manifestation-alibi, il faudrait évidemment définir clairement et strictement le mandat et les conditions de l'organisation d'une telle conférence.

## VI. Les relations Est-Ouest: Sécurité et désarmement

Les questions-clés qui pour notre gouvernement se trouvent au centre des relations est-ouest, sont à vrai dire notre liberté et notre sécurité.

L'Alliance Atlantique nous fournit l'enceinte par excellence pour répondre à la fois à notre besoin de défense et à notre volonté de parvenir à des relations de dialogue et de coopération entre l'est et l'ouest.

C'est à partir de ce double objectif basé sur la doctrine Harmel (du nom de l'ancien homme d'Etat belge qui l'a énoncée pour la première fois voici 20 ans déjà), que nous analysons les événements majeurs qui se sont produits vers la mi-octobre dans la capitale islandaise. Il apparaît qu'avec la rencontre de Reykjavik le temps soit désormais mûr pour des décisions d'une importance cruciale.

Quelle que soit l'ampleur des critiques et des interrogations au lendemain de cette rencontre, une certitude demeure: des propositions concrètes dans le domaine du contrôle des armements ont été formulées de part et d'autre, qui étaient encore inimaginables lorsque le Secrétaire d'Etat Goebbels s'est adressé à vous de cette même tribune voici douze mois. Ces propositions ne laissent de côté aucun domaine du contrôle des armements.

Malgré l'absence d'accord au sommet, les propositions avancées à Reykjavik demeurent sur la table de négociation. Les deux parties ont convenu de se revoir. Une chance exceptionnelle, mais réelle pour notre avenir se dessine si la volonté politique ne fera pas défaut dans les mois à venir.

Pour notre gouvernement un accord équilibré devrait se baser:

- sur une réduction, dans une première phase de 50% des potentiels nucléaires stratégiques des deux superpuissances;
- sur un accord pour une élimination complète des forces nucléaires intermédiaires américaines et soviétiques à

moyenne portée (FNI), étant entendu que la mise en oeuvre de cette option zéro sera assujettie à un accord sur les limitations égales au niveau le plus bas possible en matière de fusées nucléaires à très courte portée;

- sur l'élimination de tout arsenal chimique sur la planète.

Pour ce qui est des essais nucléaires des progrès importants pourraient être réalisés dans la voie de l'arrêt complet de ces essais, une fois que les conditions de vérification efficace sont assurées.

En ce qui concerne l'initiative de défense stratégique et plus généralement le rapport futur entre armes offensives et armes défensives, nous ne pouvons que regretter que les deux parties n'aient pas réussi à se mettre d'accord sur ce qui est permis ou défendu dans ce domaine pendant un laps de temps de dix ans. Une interprétation commune du traité ABM serait une voie de sortie adéquate.

Nonobstant les divergences qui subsistent, nous sommes d'avis qu'une approche du tout ou rien telle qu'adoptée entretemps par l'URSS n'a aucune justification. A force de vouloir tout lier, même là où objectivement il ne saurait y avoir de lien, on aboutit à «ficeler un paquet» à ce point énorme que son rejet en est la conséquence fatale.

C'est par le biais d'arrangements successifs, équilibrés en eux-mêmes, que nous parviendrons à construire, sur des bases solides et partant crédibles, cette confiance qui est seule susceptible d'assurer la paix en Europe et dans le monde.

## VII. L'UEO et la présidence luxembourgeoise

Au-delà des espoirs nés à Reykjavik, nul ne saurait passer sous silence que les perspectives retenues par les deux plus hauts responsables de l'URSS et des Etats-Unis, ont créé quelque émoi en Europe. Ce qui plus est, la communauté de destin entre l'Amérique et l'Europe que constitue l'Alliance atlantique, se trouve depuis cet événement au centre d'une activité diplomatique très intense. Faut-il s'en étonner? Je ne le pense pas. Il y a à cela au moins deux explications majeures, une contradiction et un paradoxe:

A Reykjavik l'Europe a brillé par son absence. De ce fait la plainte de certains dirigeants du vieux continent qui dénoncent la prépondérance américaine à l'intérieur de l'Alliance a repris de plus belle. Or, il faut bien constater que cette situation n'est pas le fait d'une volonté délibérée du gouvernement américain, mais bien le résultat de la division des Européens eux-mêmes. Voilà pour la contradiction.

D'un autre côté il apparaît également que, pris au mot, certains gouvernements européens qui n'ont cessé de demander de par le passé aux autorités américaines de prendre des initiatives et d'engager des pourparlers constructifs se montrent à présent fort critiques devant les perspectives ouvertes à Reykjavik. N'est-ce pas là un paradoxe?

Nous voilà à vrai dire au coeur d'un débat qui, pour être largement connu, n'en revêt pas moins dans les circonstances présentes pour l'Europe et le Luxembourg une signification particulière.

En effet, se trouvant être placé à la présidence de l'Union d'Europe Occidentale (UEO), notre pays s'efforce depuis six mois de drainer toutes les initiatives et forces de propositions qui ont un lien direct avec la sécurité européenne.

L'enjeu est de taille. Il dépasse singulièrement les péripéties institutionnelles. Dès lors que cette Europe démocratique veut coopérer sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis d'Amérique, à la place qui est la sienne, elle doit prendre davantage en charge sa propre sécurité.

C'est seulement à ce prix que l'Europe peut établir effectivement à l'intérieur de l'Alliance une relation transatlantique plus équilibrée.

Le fait que sept gouvernements aient parlé récemment de manière si ouverte de leurs problèmes de sécurité, qu'ils aient rappelé dans ce contexte leur ferme volonté d'agir en faveur de la préservation de la paix sur le continent européen, me paraît être un acquis important. En soulignant leur intérêt vital de préserver en Europe une capacité dissuasive suffisante pendant toutes les phases du processus de désarmement, ils ont marqué leur profond attachement à l'indivisibilité de la sécurité des Etats-Unis et de celle de l'Europe occidentale.

La session de l'Assemblée de l'UEO qui s'est tenue début décembre à Paris et à laquelle certains membres de cette Chambre ont activement pris part, s'est délibérément placée dans la même voie. Des idées novatrices y ont même été avancées. Je songe en particulier aux propositions du Premier Ministre Jacques Chirac concernant la définition d'une charte pour la sécurité européenne. Les prochaines semaines montreront si nous sommes en présence d'un saut salutaire dans l'histoire de l'UEO.

Précisément, la vision d'un monde non-nucléaire pourrait bouleverser de fond en comble la stratégie d'ensemble de l'Alliance au détriment des Européens, eu égard au déséquilibre qui prévaut en faveur des pays du Pacte de Varsovie dans le domaine de l'armement conventionnel. A mesure que l'importance du nucléaire regresse, l'armement conventionnel ne prend que plus de relief. Il n'est dès lors pas exagéré de prétendre qu'au coeur de la négociation sur la sécurité européenne se trouve la recherche d'un véritable équilibre, à des niveaux réduits, des forces et armements conventionnels. C'est là l'objet de la négociation qui doit en principe démarrer dans le cadre de la CSCE, l'Alliance atlantique s'étant prononcée favorablement à ce sujet. D'autres pourparlers - je veux parler des négociations MBFR qui durent depuis treize ans et dont l'objet est précisément une réduction des forces conventionnelles dans la région Centre-Europe - nous font mieux comprendre l'énorme difficulté de la tâche qui nous attend.

Dans les négociations à venir et qui marqueront sans aucun doute de leur empreinte l'année 1987, il importe de développer la personnalité propre de l'Europe, de préserver les consultations étroites dans le cadre de l'Alliance et d'inviter l'opinion publique à bien discerner les propositions de désarmement viables et concrètes des manoeuvres de pure propagande. Pour assurer cette tâche le Gouvernement comptera sur le concours des membres de cette Chambre.

#### VIII. La politique de coopération

Si l'Europe doit contribuer activement à une politique de désarmement et de dialogue entre l'Est et l'Ouest afin

de donner à la paix des assises plus solides, elle doit également manifester sa solidarité avec le Tiers Monde. La sécurité de nos pays n'est pas seulement militaire, elle dépend également de la stabilité de l'économie mondiale qui doit retrouver une croissance plus harmonieuse entre le Nord et le Sud.

Nous nous prononçons pour la liberté et pour l'ouverture de l'économie mondiale, tout en soulignant la nécessité d'une solidarité accrue avec les pays en développement. Ces derniers affrontent depuis trop longtemps une crise d'endettement. Celle-ci ne bloque pas seulement leur propre développement. Elle menace également la stabilité économique et financière du monde industrialisé.

Si la contribution de notre pays à cette solidarité restera en chiffres absolus forcément modeste, au regard des enjeux et de l'ampleur des besoins, notre pays qui compte parmi les plus riches du monde, doit assumer sa part de responsabilité.

Je voudrais rappeler à cette occasion l'importance que le Gouvernement attache à ce domaine. Nous avons renforcé nos moyens d'actions tant pour ce qui est de leur efficacité que pour leur envergure. Je n'en voudrais pour preuve que l'accroissement budgétaire de plus de dix pour cent cette année des crédits alloués à l'alimentation du Fonds de la Coopération au Développement.

Nous savons que l'aide au développement n'est pas une panacée. Toutefois, bien orientée, elle est un moyen indispensable. J'adhère dans ce contexte à la formule de Mao Tse Tung qui disait: «Donner un poisson à quelqu'un, c'est bien, lui apprendre à le pêcher lui-même, c'est mieux».

L'année écoulée a vu la mise en place opérationnelle des nouveaux instruments que le Gouvernement s'est donnés en 1985 avec le concours de votre Chambre.

L'écho obtenu tant auprès de la population qu'auprès des ONG a dépassé toutes nos attentes.

C'est ainsi que 2.600 personnes privées ont effectué des dons pour plus de 6,5 mio de francs en faveur d'organisations luxembourgeoises d'aide au Tiers-Monde.

Le Ministère a pu s'associer à des projets présentés par des ONG pour une somme totale de 22,1 mio de francs. Ces projets ont d'ailleurs une grande qualité, et sont en général complémentaires à ceux initiés par le Gouvernement.

Nous souhaitons associer les entreprises et collectivités privées à l'effort commun. A cet effet, le Secrétaire d'Etat M. Goebbels organisera en cours d'année une campagne d'information pour les sensibiliser à l'action des ONG ainsi qu'aux possibilités ouvertes par les dispositions fiscales particulières en faveur des donateurs du Fonds d'Aide au Développement.

Nous avons inauguré des relations de coopération avec la République du Cap-Vert dont de nombreux ressortissants vivent dans notre pays. Un premier projet de construction d'habitations sociales a pu déjà être défini et sera mis en chantier encore cette année.



Votre Chambre avait été informée l'année dernière du souhait du Gouvernement de revoir la loi sur les coopérateurs à la lumière des expériences acquises. Des consultations ont été entreprises à cet effet avec les ONG concernées et de nouvelles propositions vous seront présentées au cours de cette année.

### IX. La diversification économique

Permettez-moi d'aborder maintenant un dernier chapitre de notre politique extérieure qui occupe depuis plusieurs années une place privilégiée.

Il s'agit de notre action de prospection et de promotion économique et commerciale.

S'il est vrai que notre prospérité et notre développement économique sont largement conditionnés par l'environnement et la conjoncture internationale, ils dépendent également de notre propre capacité d'adaptation et d'innovation. Le Gouvernement continuera à agir avec détermination sur les variables clefs de notre développement économique qui sont d'une part, les nouveaux investissements étrangers indispensables à la diversification économique, et d'autre part, la compétitivité de notre économie face à la concurrence internationale.

Il existe un large consensus sur le nécessaire effort de diversification industrielle qui va de pair avec l'effort d'enrichir également les activités de services. La politique de développement et de promotion n'est donc plus seulement industrielle, mais économique, au sens large. Une gamme de nouveaux services gagne continuellement en importance dans notre tissu économique. Je pense notamment aux domaines de la réassurance, des télécommunications, des transports, etc.

Mais l'objectif du Gouvernement reste un développement équilibré du secteur industriel et des services. J'en veux pour preuve le nombre des emplois, tous secteurs confondus, qui a augmenté de 6500 unités de 1984 à juin 1986, dont 4500 au cours de la seule année 1986.

S'il est vrai que le secteur des services y contribue pour la plus grande partie, il est intéressant de noter que dans le domaine industriel également, l'emploi total se remet à augmenter pour la première fois depuis 1974. L'embauche dans les secteurs industriels hors la sidérurgie permet de nouveau à compenser la réduction des effectifs sidérurgiques. Le nombre des emplois industriels est l'indicateur concret d'un développement équilibré, d'une diversification industrielle active et de l'assainissement de notre économie. Grâce à l'intervention des pouvoirs publics, 700 emplois menacés dans des entreprises secouées par des difficultés conjoncturelles ont également pu être sauvés.

Le gain en nombre d'emplois est dû en partie aux industries étrangères implantées au Luxembourg qui ont créé entre 1984 et 1986 plus de 1200 emplois. Dans cette même période 18 nouvelles industries étrangères, employant 300 personnes, se sont implantées dans notre pays.

Ces résultats encourageants nous invitent à multiplier les efforts de promotion à l'étranger par le biais de visites, de matériel publicitaire de qualité et de conférences de présentation. De même, notre réseau de consuls honoraires

à travers le monde continue à être renforcé, afin de multiplier et d'optimiser nos contacts économiques.

Au cours de l'année 1986 votre Chambre a adopté une nouvelle loi cadre d'expansion économique qui a amélioré sensiblement nos dispositifs d'encouragement aux investissements en les mettant au niveau de ceux en vigueur chez nos principaux concurrents.

Les Etats-Unis restent encore aujourd'hui le premier champ d'action pour notre politique de prospection, même si les perspectives économiques y sont moins favorables et si la baisse du dollar n'encourage nullement les entreprises américaines à investir en Europe. Il n'en demeure pas moins que les Etats-Unis restent le pays au tissu industriel le plus dense du monde et où, partant, les chances d'attirer un investisseur sont les plus grandes. D'où la nécessité de continuer à prospecter régulièrement ce marché.

En 1986 deux missions de promotion économique ont eu lieu, l'une sur la côte Est et l'autre sur la côte Ouest à l'occasion de l'inauguration officielle du nouveau bureau de prospection économique à San Francisco. Face à une concurrence accrue nos deux bureaux lanceront en 1987 une campagne publicitaire ciblée sur d'éventuels investisseurs afin de mieux faire connaître notre pays comme lieu d'investissement.

La réussite industrielle du Japon justifie que ce pays fasse l'objet d'une présence diplomatique permanente et d'une prospection systématique, comme le permettra dès juin 1987, l'ouverture de notre Ambassade. La stabilité politique et sociale du Luxembourg et la productivité élevée de sa main d'oeuvre sont des atouts qui correspondent aux exigences et aux préoccupations des industriels japonais. L'augmentation du yen encourage les investissements des firmes japonaises à l'étranger. Le Luxembourg se doit de saisir cette nouvelle opportunité, même si la concurrence sera vive.

En Europe, les contacts prometteurs avec les pays scandinaves seront poursuivis et une attention toute particulière sera consacrée à la République Fédérale d'Allemagne dont l'industrie particulièrement dynamique cherche davantage à investir à l'étranger. Tout au long de l'année 1986, des conférences de présentation de notre pays ont été organisées dans plusieurs «Länder». Cet effort sera poursuivi en 1987. L'Italie du Nord, avec ses PME dynamiques ainsi que l'Espagne, nouveau membre de la CEE, feront également l'objet d'une attention particulière dans les mois à venir.

Au cours de l'année 1987 également, une campagne d'information organisée auprès des banques implantées à Luxembourg sera organisée. La place financière constitue en effet un vecteur important pour atteindre des investisseurs potentiels. Nous l'avons à mon sens insuffisamment exploité dans le passé.

En tant que facteur d'appui à cette politique et dans le contexte de la déréglementation en cours dans le domaine de l'aviation civile, le Gouvernement a poursuivi sa politique de consolidation et d'extension des droits de trafic aérien.

Le pilier du secteur des services de l'économie luxembourgeoise est certes le secteur bancaire. Mais depuis 1984,



près d'une trentaine de sociétés de réassurances, ont tiré bénéfice des atouts de notre législation en la matière. Ceci démontre une fois de plus que des niches existent et que le Luxembourg peut les occuper s'il est innovateur, souple et pragmatique.

Il en va de même pour le satellite luxembourgeois, qui entre dans la phase du compte à rebours et dont les chances de réussite économique et commerciale se sont considérablement consolidées.

## X. Commerce extérieur - Promotion des exportations

La diversification économique est complémentaire de la promotion des exportations luxembourgeoises.

En 1985, le solde négatif de la balance commerciale, s'est sensiblement réduit à environ 17 mia de Flux selon les dernières estimations, grâce surtout au développement exceptionnel des exportations et à une facture pétrolière moins lourde. Pour 1986, selon les estimations du Statec, le volume des exportations devrait stagner, tandis que les prix des importations continueraient à baisser.

La répartition géographique des exportations luxembourgeoises n'a pas changé. Nos trois pays voisins restent de loin nos meilleurs clients.

Ainsi l'initiative du Gouvernement belge de décréter 1987, Année belge du Commerce Extérieur, mérite-t-elle que le Luxembourg s'y profile en tant que partenaire au sein de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Cette initiative, dont les modalités seront prochainement définies, permettra certainement de mieux faire connaître nos biens et services, notamment à la grande manifestation finale que sera la foire «MADE IN BELGIUM» en fin d'année à Bruxelles. Elle sera une plateforme exceptionnelle où pourra être exposé tout l'éventail de nos exportations.

En RFA, où l'augmentation du pouvoir d'achat augmentera sensiblement en 1987, les efforts des années précédentes seront accentués, notamment par la participation à plusieurs foires. En France une action de promotion des produits agro-alimentaires luxembourgeois sera entreprise.

Les autres choix et moyens permettant de soutenir les efforts d'exportation de nos firmes dépendront également des suggestions du secteur privé. Le Gouvernement est toujours prêt à remplir le rôle qui est le sien, à savoir le soutien de l'entrepreneur dans son effort propre d'exportation.

## KONKLUSIOUN

Erlabt mir fir d'éischt Kéier, d'Konklusiounen, déi sech aus deser aussenpolitischer Deeklaratioun ergin, op lëtzebuergesch ze präsentéieren.

Ons Aussenpolitik ass nët nëmmen eng Saach vun e puer Spezialisten an Diplomaten, mä si geet all Bierger vun dësem Land direkt un.

Onst d'Land steet nach méi ewéi seng Noperen ënnert dem Afloss vun internationalen Entwécklungen op déi mir oft nëmmen weéng Afloss hun.

Mä och e klenkt d'Land ewéi onst huet eng Stëmm, déi ët gëllt dobaussen ze gebrauchen, sowuel wann ët em ons eegen Interesse geet, ewéi och wann déi fundamental Prinzipien, un deene mir festhaalen, a Fro gestallt sin.

Wann dëss Stëmm dobaussen Gehéier soll fannen, dann gelangt dat secher nët durch spektakulär Aktiounen an Optrieden, mä duerch eng kohärent an kloer Politik, déi ët versteet Kompromisser ze erméiglechen, ower och ons eegen national Interessen am Kader vun groussen Organisatiounen, ewéi d'Europäesch Gemeinschaft oder d'Atlantesch Allianz, ze verdeedegen.

Ech wëll nach eemol déi fundamental Prinzipien an déi haaptsächlech national Interessen un deenen dës Regierung besonnesch festhält, widerhuelen.

1. Eischtens, onst d'Land, ass eent vun de Matbegrenner vun der Europäescher Gemeinschaft. Et muss weider aktiv um europäeschen Integriationsprozess matschaffen.

Et geet elo dorem, deen ënner lëtzebuergescher Präsidenschaft ausgehandelten «Acte Unique» a Kraaft ze setzen, mä och déi hiwellech finanziell an agrarpolitesch Reformen schnellstens an d'Wee ze leeden fir dat d'Europa vun deenen 12 eng stark an eng solidaresch Gemeinschaft bleiwt.

2. Zweetens de Fridden ass d'Fundament op dat mir ons Zukunft an déi vun onse Kanner opbauen mussen. Heizou gët ët keng Alternativ.

Zum Fridden gehéiert d'Secherheet déi mir an der westlecher Allianz kréien an zou där mir stin.

Zum Fridden gehéiert awer och den Dialog an d'Zesummenaarbecht mat alle Völker aus Europa an aus der Welt, eegal zou wat fir engem soziale System sie sech bekennen.

Dësen Dialog an d'Koooperatioun am Dengscht vun Fridden an der Völkerverstänegung ass awer nëmmen da méiglech, wann all de Menschen hir fundamental Rechter respektéiert sin. Länner déi d'Menscherechter mat Féiss trëppelen, sin selwer dru Schold wann d'Mësstraunen bestoen bleiwt an e wirklechen Duerchbroch an der Ofrüstung erschwéiert gët.

3. Drëttens, de wirtschaftleche Réichtum an de soziale Wuelstand deen an onsem Land produzéiert gët, hängt fir e groussen Deel vun Ausland of: Sief ët vun den Investitiounen, déi mir brauchen fir ons Wirtschaft unzepassen an se ze erneieren, sief ët vun Verkaaf vun deenen hei produzéierten Wueren an Servicer. Mir brauchen duerfir eng dynamesch Wirtschaftspolitik no bannen, ewéi och no baussen.

Ons Diversifikatiounspolitik bedengt eng aktiv Promotioun vun Investitionsstanduert Lëtzebuerg, mat sengen Virdeeler, déi nach oft am Ausland ongenügend bekannt sin.

4. Erlabt mir nach e lescht Wuert iwert Cattenom. Dëss Fro ass vu groussen nationalen Interessen an duerfir ass hei de Konsens, vun deem ech geschwat hun, besonnesch wichtech. Géif ët e Moyen, fir Cattenom haut onméiglech ze machen, mir géifen dovun Gebrauch machen. No den Erfahrungen vun Tchernobyl geet ët elo drëm e Maximum

vu Garantien an Informatiounen fir onst d'Land ze kréien. Den Dossier Cattenom bleiwt op.

Dir gesit, ons Relatiounen ma'm Ausland emfaassen eng Reih vu Gebidder, vun deenen de Wuelstand an de Frid-

den vun onsem Land a senge Leit ofhengt: Dëss Regierung wärd weider alles drusetzen, och an der Aussenpolitik, fir d'Interessen vun onsem Vollek ze verdeedegen an langfristeg ofzesëcheren.

## La Journée Boursière 1987

Au cours de la «Journée Boursière 1987» qui s'est déroulée le 10 février 1987 au Cercle Municipal à Luxembourg, les responsables de la Bourse de Luxembourg ont retracé l'évolution des activités de la Bourse et de la place financière de Luxembourg en 1986 et donné un aperçu des projets d'avenir. Des discours furent prononcés par Monsieur Carlo Hemmer, Président du Conseil d'Administration de la Bourse de Luxembourg, Monsieur Jean Meyer, Président de la Commission de la Bourse et Monsieur Jacques F. Poos, Vice-Président du Gouvernement, Ministre du Trésor. Nous reproduisons ci-après le texte du discours de Monsieur Jacques F. Poos, Ministre du Trésor.

L'intégration accrue des marchés et la multinationalisation des entreprises au cours des 25 dernières années ont fait plus que doubler la part des importations et exportations dans le P.N.B. de beaucoup de pays.

Cette croissance des échanges a bien sûr dû être financée. Mais la croissance des marchés de capitaux a été bien supérieure aux seuls besoins du commerce international.

En 1960 les avoirs à l'étranger des banques de dépôt dans toute l'OCDE représentaient 1,5% du P.I.B. de cette zone. Les mêmes avoirs extérieurs représentaient fin 1984 17% du P.I.B. OCDE, soit 1.835 milliards US\$.

A l'heure actuelle les avoirs extérieurs des banques luxembourgeoises s'élèvent à quelque 180 milliards de dollars, soit quelque 30 fois notre P.N.B.. Les avoirs extérieurs bruts du Royaume-Uni représentent 2 fois son P.N.B., alors que pour les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne le pourcentage atteint entre 20 et 40% «seulement» des P.N.B. respectifs.

La croissance n'est pas moins fulgurante si l'on se tourne vers les avoirs extérieurs du secteur non-bancaire de même que vers la capitalisation boursière.

La capitalisation en actions domestiques dans la Communauté Européenne, aux Etats-Unis et au Japon a atteint en 1985 3.700 milliards de dollars.

La part des Etats-Unis dans le total représente toujours 52% contre 22% pour l'Europe communautaire. 0,34% de cette somme pharamineuse revient au Luxembourg.

Le volume des transactions par contre révèle une part de 63% pour les Etats-Unis et seulement 15% pour l'Europe. La part de la Bourse de Luxembourg est de 0,01% des transactions. Il existe donc encore une marge pour des développements futurs.

Si l'on compte également la capitalisation à valeur faciale des obligations qui atteint également 3.700 milliards de dollars, la part américaine dans le total ne représente plus que 44% contre 36% à la Communauté.

C'est au Luxembourg que nous rencontrons la plus forte capitalisation en obligations au monde après les Etats-Unis. D'après les chiffres publiés par la Fédération Internationale des Bourses de Valeurs, le Luxembourg affiche même 70% de la capitalisation mondiale des obligations étrangères.

Cette évolution intéressante de la bourse de Luxembourg s'est également poursuivie en 1986 comme nous venons de l'entendre. Le nombre de lignes de cotation dépassera ces jours-ci le seuil de 5.000. On remarque toutefois que si le nombre de titres cotés a augmenté de 35% en 1985, le nombre de valeurs traitées n'a augmenté que de 22% et le nombre de transactions que de 15% par rapport à l'année précédente.

La liquidité insuffisante semble être une caractéristique européenne, et c'est bien à propos qu'a été institué un groupe ad hoc pour la promotion de la bourse de Luxembourg.

Ce comité vient de proposer une première série de mesures pour l'amélioration du fonctionnement et une compétitivité accrue de la bourse.

Dans un environnement qui sera de plus en plus concurrentiel, c'est un premier pas dans la bonne direction.

Si la globalisation des marchés de capitaux, la sécurisation et la dérégulation ont dans un premier temps fait le bonheur de toutes les bourses, les progrès dans les communications tendront de leur côté à une concentration des marchés internationaux.

Dans cette optique il est rassurant de constater qu'en matière de cotations la bourse de Luxembourg a défendu sa part de marché. Il est rassurant de voir le très considérable succès que connaît le secteur des organismes de placements collectifs. Il est rassurant de suivre l'évolution bilantaire des banques de la place vers plus d'activités d'investissement financier.

La bourse de Luxembourg ne peut pas rester à la traîne de cette évolution. C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai pris connaissance d'une récente étude comparative des principales bourses internationales où la bourse de Luxembourg figure en bonne place, sauf peut-être pour ce qui concerne son dynamisme. Toutefois, les réformes récentes permettent d'espérer que la bourse s'est d'ores et déjà attelée à améliorer son image de marque.

Au-delà des bons résultats financiers qui sont un signe évident de la santé de la bourse, l'avenir posera des défis dans plusieurs domaines. J'aimerais faire quelques observations concernant ceux qui me tiennent plus particulièrement à coeur en tant que Ministre responsable de la bourse et de la place financière.

En premier lieu il me semble primordial que la bourse accompagne l'évolution de la place vers un centre d'investissement, qu'elle soit attractive dans l'optique de la gestion de fortune, qu'elle réponde aux besoins de l'investisseur privé et de clients de taille moyenne.

Les efforts entrepris pour développer le volume de transactions en bourse vont dans cette direction. La volonté d'accentuer la complémentarité entre la bourse et la place financière devrait également trouver application dans les secteurs qu'il est convenu d'appeler les niches de la place financière, comme l'ECU.

Les pertes de marché qu'on a pu observer ces derniers temps dans ce secteur devront être analysées plus en détail. C'est en tout cas dans ce secteur que pourraient se concentrer des initiatives visant à élargir la palette de l'offre des produits financiers qui sous-tendent l'offre traditionnelle.

J'ai relevé avec intérêt les initiatives prises en Suisse par la bourse et les principales banques en matière de « futures ». L'innovation est justement le deuxième défi lancé au monde financier et aux bourses en particulier.

A côté de l'innovation relative aux produits, c'est l'innovation technologique qui déterminera en partie le rôle international des bourses. Certains segments des marchés boursiers peuvent se faire de façon entièrement électronique, si certaines conditions sont réunies. Mais, avant d'arriver aux transactions et à leur compensation de façon entièrement électronique, c'est la dissémination d'informations boursières par la voie informatique qui s'impose à bref délai. Prix et transactions « real time », cours historiques, représentations graphiques sont appelés à activer les liaisons entre la salle de bourse et les « trading-rooms » des banques.

Ces innovations demanderont une planification et une organisation minutieuses. Les investissements nécessaires en termes d'équipement, mais peut-être plus encore en ressources humaines seront importants.

Il est évident que la taille de ce défi devra également se répercuter sur les structures internes de la bourse.

Une adaptation des structures au développement des activités et à la complexité accrue des tâches devra avoir lieu tant au niveau des structures de décision que d'exécution, de surveillance et de consultation. Il faudrait judicieusement tirer profit de l'expertise de tous ceux qui sont disposés à s'associer activement au développement de la bourse dans la tradition d'ouverture qui a permis l'essor du centre financier.

La surveillance nécessitera une attention particulière. Quant aux critères d'admission de nouveaux titres, des soucis de qualité ou de sélectivité devraient dorénavant peser plus lourd que des considérations quantitatives.

Un dernier défi et non des moindres est assez paradoxal : Au fur et à mesure que les marchés de certains pays,

jusqu'alors cloisonnés et réglementés, sont libérés, nous nous voyons confrontés à une vague de propositions de réglementation internationale.

Notre pays, dans la mesure où il brigue une part du marché international, devra s'insérer dans le réseau international d'échange d'informations entre autorités de surveillance des marchés de valeurs mobilières. Un tel réseau est en train de s'organiser au niveau communautaire. Des travaux similaires sont en cours au sein du Conseil de l'Europe, de l'OCDE ainsi que de l'Organisation Internationale des Commissions de valeurs mobilières.

Dans l'intérêt de la place, une collaboration constructive s'impose.

A titre d'exemple des réglementations à venir, je citerai la proposition de la Commission d'instaurer dans tous les pays de la CEE des systèmes de garantie des dépôts et une surveillance des grands risques. A ce sujet il a été enregistré avec satisfaction à Bruxelles que les agents de change en bourse de Luxembourg, constitués en association, se proposent de s'engager dans la voie d'une garantie des dépôts.

Je dois mentionner également la proposition de directive sur les opérations des initiés que la Commission soumettra ces jours-ci. La bourse ne pourra pas non plus se désintéresser du projet de convention sur les opérations des initiés en discussion à Strasbourg.

L'extension du champ de surveillance fera l'objet d'une proposition de directive communautaire sur le conseil en investissement.

Il faut ajouter les travaux en cours concernant le prospectus en cas d'offre publique et les modifications à apporter à notre loi sur les fonds d'investissement, pour vous documenter l'ampleur des interventions en matière de valeurs mobilières.

Il y a donc du pain sur la planche pour le monde de la bourse : ses actionnaires, son conseil et son personnel, sans oublier le comité de promotion, les agents de change, les personnes agréées, les établissements non encore agréés, et finalement les pouvoirs publics. Ces derniers ne pourront plus se borner à améliorer l'environnement fiscal. Ils seront appelés à intervenir par voie législative ou réglementaire pour adapter les structures mêmes de la bourse aux changements profonds du milieu international dans lequel elle évolue.

C'est à l'instar de cette journée boursière que je souhaite le développement de la bourse de Luxembourg : au départ une réunion entre amis de la bourse, cette journée en a gardé la chaleur. Son importance croissante et son succès important l'ont propulsé hors des locaux de la bourse. Elle est ancrée aujourd'hui au cœur de la ville. Elle a sa place réservée dans le calendrier fixe des événements majeurs de l'année financière du Luxembourg.

## Le 30e anniversaire du Forex-Club Luxembourg

Les 13 et 14 février 1987 le Forex-Club Luxembourg a célébré le trentième anniversaire de sa fondation. Dans la soirée du 13 février s'est déroulée au théâtre municipal de Luxembourg une séance académique en présence de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc Héritier et la Grande-Duchesse Héritière et au cours de laquelle des discours furent prononcés par Monsieur Eugène Prim, Président du Forex-Club Luxembourg, Monsieur Hans Jens Trelde, Président de l'Association Cambiste internationale, et Monsieur Jacques Santer, Président du Gouvernement.

Le lendemain eut lieu au Cercle Municipal à Luxembourg l'Assemblée générale du Forex-Club Luxembourg au cours de laquelle un discours a été prononcé par Monsieur Jacques F. Poos, Vice-Président du Gouvernement, Ministre du Trésor. Nous reproduisons ci-après le texte des discours de Monsieur Jacques Santer, Président du Gouvernement, et de Monsieur Jacques F. Poos, Vice-Président du Gouvernement, Ministre du Trésor, prononcés à l'occasion du 30e anniversaire du Forex-Club Luxembourg.

### Allocution de Monsieur Jacques Santer, Président du Gouvernement

Monseigneur, Madame,

En assistant à la séance académique de ce soir, Vous prouvez une nouvelle fois tout l'intérêt que Vous portez à la vie économique et financière de Votre pays.

Dans nos efforts continus d'assurer à la petite économie luxembourgeoise les meilleures chances de s'imposer face à ses puissants concurrents, la certitude de pouvoir compter sur Votre collaboration active est un réel réconfort. En particulier, en honorant ce soir par Votre présence les mérites du Forex Club Luxembourg, Vous portez un hommage à l'ensemble du secteur bancaire et financier luxembourgeois, qui a tant contribué à la prospérité du pays au cours de la période difficile qu'il vient de traverser.

Depuis trente ans les cambistes luxembourgeois sont regroupés au sein du Forex Club Luxembourg. Cette structure leur a offert la possibilité d'échanger leurs expériences et de discuter les problèmes qui se posent en relation avec leur profession exigeante.

Pour le public cependant, le Forex Club est moins réputé pour ses activités internes que grâce au grand nombre de conférences internationales qu'il organise régulièrement. Les cambistes offrent de la sorte à l'ensemble de la communauté bancaire et à toutes les personnes qui s'y intéressent de près, des occasions multiples et précieuses de débattre de questions liées tant à la place financière de Luxembourg qu'aux développements de la finance internationale. Il n'est certes pas un hasard que le Forex Club profite également de la célébration du trentième anniversaire de sa fondation pour donner la parole, au cours de la journée de demain, à divers orateurs pour évoquer des sujets financiers.

Personne n'aurait sans doute osé prédire en 1957 au secteur bancaire luxembourgeois l'avenir que nous lui connaissons aujourd'hui. Il était bien modeste en effet à l'époque, parfaitement proportionné à la micro-économie luxembourgeoise. Et si sa composition était déjà internationale, ce n'était que parce que des banques étrangères

venaient suppléer à l'absence de maisons indigènes capables d'assumer l'ensemble des besoins bancaires domestiques.

Ce n'est que bien après la fondation du Forex Club Luxembourg, au cours de la deuxième moitié des années soixante, que se sont développées à Luxembourg les activités bancaires et para-bancaires internationales, limitées pour l'essentiel, et pour un premier temps, au marché des capitaux. Durant les années soixant-dix, grâce au développement rapide du marché des Eurocrédits, le rythme d'expansion des activités prenait ensuite une allure fulgurante. Rapidement la place financière de Luxembourg acquit une renommée internationale. De 23 en 1966, le nombre d'établissements bancaires et d'épargne au Luxembourg passait à 108 en 1979.

Depuis le début des années quatre-vingts, la croissance s'est nettement ralentie. Pourtant nous savons aujourd'hui que cette période de croissance modérée de la somme des bilans des banques a donné lieu à une consolidation et à une diversification bénéfique des activités. En développant notamment le private banking, les banques de la place ont réussi à se dégager du monolithisme qui risquait de lier trop étroitement leur sort à celui de l'Euro-marché.

Luxembourg occupe aujourd'hui, dans le réseau européen et mondial des relations bancaires, un rang honorable et envié. Des établissements de crédit de première réputation sont installés chez nous et tirent avantage de l'environnement favorable pour servir leur clientèle nationale et internationale.

Pour notre pays, le secteur bancaire est devenu un des principaux piliers de l'économie nationale. En termes d'emploi, les seuls établissements de crédit occupent quelque 11.400 personnes, soit plus de sept pour-cent de la population active. L'augmentation en 1986 a été considérable avec 1185 unités ou 11,6 pour-cent. C'est à dire que le secteur bancaire continue à contribuer pour beaucoup à la création d'emplois nouveaux. Or ces chiffres font encore abstraction de l'expansion des activités connexes du secteur bancaire, comme la bourse, le clearing international, les intermédiaires financiers, les activités de l'assurance et de la réassurance ainsi que les services dans le domaine des conseils juridiques, comptables, fiscaux, informatiques et autres.

Les retombées économiques se font également sentir au niveau des finances publiques, qui peuvent compter au titre de l'exercice 1985 sur quelque 11,1 milliards d'impôts sur le revenu et plus de deux milliards d'impôts divers, taxes et redevances. Au niveau du budget luxembourgeois, ces montants représentent ensemble quelque quinze pour-cent du total des recettes.

Employeur important, principal contribuable et client exemplaire des autres secteurs, la place financière est devenue un secteur clé de notre économie. Je ne peux que répéter que le Gouvernement est déterminé à mettre tout en oeuvre pour assurer cet acquis et pour le consolider encore davantage dans l'avenir. Or même si la place financière s'est avérée solide dans le passé récent, il est vrai que les changements sont rapides dans le domaine de la finance



internationale et il faut rester perpétuellement sur ses gardes pour assurer la continuité des activités.

Aussi le Gouvernement a-t-il prêté une oreille attentive aux inquiétudes que les banquiers de la place n'ont pas manqué d'exprimer quant à la compétitivité luxembourgeoise face à la concurrence des autres places. La réforme fiscale entreprise dans le cadre du budget 1987 a tenu compte de ces revendications. L'impôt sur le revenu des collectivités est abaissé en deux étapes de quarante à trente-six pour-cent. L'impôt commercial est réduit et l'impôt sur la masse des salaires est entièrement aboli. Quant à l'impôt de solidarité, il est allégé pour la deuxième fois consécutive après 1986.

Toutes ces mesures bénéficient à l'ensemble des entreprises. Le secteur bancaire ne profite donc pas d'un traitement privilégié.

Pourtant, par rapport à ses concurrents étrangers, la compétitivité de la place luxembourgeoise, après avoir souffert quelque peu d'une fiscalité relativement élevée, est aujourd'hui rétablie, compte tenu des nombreux avantages dont elle dispose par ailleurs.

Deux mesures ponctuelles prises dans le cadre de la réforme fiscale concernent plus spécifiquement la place financière: l'abolition du droit de timbre proportionnel et celle de la taxe d'abonnement sur emprunts obligataires. Depuis un certain temps déjà la communauté bancaire attendait ce double pas qui contribuera au développement du marché primaire à Luxembourg.

Enfin les réductions fiscales considérables en faveur des personnes physiques profiteront aux banques de façon indirecte, en facilitant notamment l'embauche de personnel hautement qualifié.

Alors que grâce à ce paquet de mesures l'attractivité de la place financière est pour le moment renforcée, il est vrai néanmoins que nous devons rester vigilants face à toute évolution mettant en cause notre compétitivité. La concurrence sur les marchés financiers est de plus en plus serrée et notre place devra défendre sa position avec détermination. Les autorités continueront également à aménager le cadre légal afin de faciliter le développement de nouvelles activités. C'est ainsi que la Chambre des Députés vient d'approuver cette semaine la convention avec l'Espagne visant à éviter la double imposition qui est la 18e de son genre.

Enfin nous pouvons nous féliciter de ce que l'image de marque de la place financière luxembourgeoise à l'étranger se présente de plus en plus favorablement. La bonne tenue de nos établissements financiers, mais aussi les efforts accrus d'information ont porté leurs fruits et la presse étrangère décrit nos banques comme sérieuses et fiables. Les progrès accomplis dans ce domaine ne peuvent que nous encourager à persévérer dans nos efforts de relations publiques.

A cet égard je voudrais particulièrement relever les activités du Forex Club Luxembourg. Par l'organisation régulière de conférences internationales il contribue de façon efficace à faire connaître le centre financier de Luxembourg. La présence remarquable de représentants du club luxembourgeois au sein de l'Association Cambiste Inter-

nationale est également de nature à rehausser la considération dont le Luxembourg jouit à l'étranger. Au cours de ses trente ans d'existence, le Forex Club Luxembourg a hautement mérité de la place financière, et partant de l'économie luxembourgeoise. Je ne peux que lui souhaiter de continuer à prospérer et à se rendre utile de façon aussi efficace à l'avenir.

## The role of Luxembourg in a global financial market»

Discours de Monsieur Jacques F. Poos,  
Ministre du Trésor

Normally, play and pleasure come after work is done.

The Forex Club seems to revert that long established order since Tchaikovsky was given the start yesterday evening with a delightful performance of his «Swan Lake», and today only, we come together to talk about financial matters. It could be, though, that financial matters generate as great a pleasure as a ballet, thus making the distinction between play and work fade away .... I know Forex people can do that.

Profound changes, ladies and gentlemen, have occurred in the overall setting of financial markets in recent years, and doubtlessly change will remain a key characteristic of the times ahead.

What are the events which are changing the political economy of banking today?

I reckon, one can distinguish several main aspects of the current financial revolution such as integration of markets, disintermediation and the multiplicity of financial innovations. Because they are interconnected, I will cover those aspects together under the heading of globalisation of which they are all a component.

Globalisation raises the question of its benefits and the question of its risks. It also raises the issue of governments' and authorities' responsibilities. In this respect, I will also dwell on the more specific question of how the financial center of Luxembourg might be affected by the globalisation and what the authorities are doing to secure its long-grown identity.

Banking has become global. Individual financial markets have melted together to form a worldwide market on which money and capital transactions are being operated at a 24-hour pace. Three prominent time zones - London, New York and Tokyo - have emerged on that worldwide market! they are the hubs of the system, other places provide the spokes. And, as a matter of fact, it has become increasingly compelling for any large financial corporation to envisage a presence on most, if not all, the segments of that global market and hence broaden its geographical structure. Each segment of the global market, including the segment Luxembourg, can provide opportunities that, indeed, shouldn't be missed under any business strategy that calls for minimization of funding costs and maximization of returns at lowest risks.

A direct consequence of the globalisation of financial markets is thus a widening and deepening of financial competition among individual banks and eventually among

financial centers. At the same time increased competition in a financially integrated world poses great challenges to market participants as well as to the authorities.

Market participants are competing with each other to enter new markets and to introduce new instruments. The innovative skills of financial institutions are astounding. They have produced a large number of new financial techniques and practices. Some of the new instruments are pure hedging devices such as financial futures, interest rate and exchange rate swaps. Many of them are new financing instruments such as euronotes - among them the famous NIFs and RUFs - and commercial paper.

In fact, as I hinted earlier, innovation has merely become a need, generated by increased competition between financial institutions. International banking is now, indeed, an intensely competitive business where a very large number of participants offer similar products and where the bargaining power of customers is very strong because they have easy access to widely available information on the terms and conditions being offered.

Innovation is therefore a means of gaining a competitive advantage over other market participants. The process is now developing into a situation where financial products are being tailor-made to suit the specific requirements of individual or groups of investors or borrowers. And because innovations are more and more often tailor-made, it happens that they hardly last more than a few months. To illustrate this I would like to quote an investment banker who said recently in *Euromoney*: »I don't think any of the innovations of 1986 is likely to become an integral part of the capital market.«

Innovations are also prompted by the growing phenomenon of disintermediation, i.e., the tendency of a number of borrowers and lenders to circumvent the banking system with a view at reducing costs and to engage in direct transactions. The treasury departments of large corporations are taking over the role of bankers, and banks themselves figure as mere agents assisting in arranging the deals and providing only back-up facilities for the case a borrower might not get all the money he wanted.

Linked to disintermediation is the concept of securitization, a term which initially was used to describe the transformation of bank loans into negotiable securities, but whose current meaning covers a wide range of negotiable instruments including even FRNs.

If, on the one hand, innovations are generated by an increased need on the part of market participants to acquire a competitive edge, innovations can, on the other hand, only be successful if they are given adequate possibilities to bloom and live. Such opportunities have been provided to a fairly large extent by the amazing technological progress in communication techniques and computer programs. Financial institutions are now able to move quickly large volumes of funds through coded messages along fibre optic cables spanning the entire globe. And as transactions have become more automated, the ability to transmit electronically the information associated with those transactions has likewise become crucial. Developments in data processing have allowed banks to keep pace with the growing number and volume of financial instruments. In addition to this

more technical aspect, these developments have greatly reduced the costs of transactions and communication.

Opportunities for successful innovations have been furthermore provided by the general endeavour in many countries to deregulate their markets, and on a supranational level by the strive towards liberalisation of capital movements and financial services.

Recent examples of deregulation efforts are «Big Bang» in London, the growing debate in the U.S. over the maintenance of the traditional split between investment and commercial banking, France's move back to privatisation and Germany's cautious loosening of certain old ties. Most deregulation measures are systemic in nature; they are embedded in a fundamental political choice about how resources should be allocated best.

Similar considerations can be made with regard to the liberalisation efforts among countries. The basic idea is that like goods and people, capital should be able to move freely across borders with a view at securing an optimal allocation of resources worldwide.

Most countries subscribe stronger than ever in this century to this idea, and they consequently act either bilaterally or together in international fora to give shape to the idea. Thus, the OECD is currently revising its two liberalisation codes, of capital movements and of current invisible transactions, in order to reinforce liberalisation obligations by member countries with respect to the items listed in those codes.

Moreover, the European Communities have embarked on a huge program of liberalisation whose objective is the completion of a truly integrated market by 1992. Talks with Japan on a number of pending issues of international interest are under way; they pertain in particular to questions such as access to the Japanese markets and liberalisation of interest rates and financial services.

In summing up what I have been saying so far, I would like to point out that the globalisation of financial markets is pushing us into a setting of largely increased competition with all the benefits that competition entails, i.e. market transparency, allocative efficiency, reduction of costs etc.

Financial innovation is a key factor ensuing from this process, and the opportunities provided by technological developments as well as deregulation and liberalisation tend to bolster the successful outcome of the process.

I shall now turn to some issues of concern that are attached to the globalisation of financial markets.

Global banking, at the level of each financial institution participating in a worldwide market, entails the danger that overall exposure, resulting from the multiplicity of transactions, is not managed in a satisfactorily comprehensive manner. With globalisation, exposure risks extend horizontally and, with them, grows the danger of settlement failures. Information systems are not yet perfected enough so that bank treasurers could know at any time of the day and from any part of the institution - either at head office or at domestic and international daughter ins-

titions - what the overall exposure is. Simple mistakes in this respect can result in vulnerable exposures.

Due to the tight and numerous linkages created by the large electronic payments systems, a serious credit problem at any of the large banks can threaten to disrupt the system as a whole, by way of chain reaction. Thus it becomes more urgent than ever for managements of financial institutions to set up adequate systems for measuring and controlling their institutions' overall exposures across all the parts of their institutions and across the whole range of instruments.

Globalisation also increases the risk that banks may at times make large losses as a result of rapid and multiple use of innovative instruments that have not been tested by experience. A recent example is provided by the sudden faltering, a few months ago, of the so-called «perpetuals» market. Investors which had carried large volumes of these nomaturity notes on their books incurred large losses as prices tumbled down in the wake of rapidly diminishing interest and confidence in this particular instrument.

The possibility of «unbundling» the elements of certain instruments by redistributing risks to those best situated to bear them, increases the potential that risks are being shifted to an overproportional extent to some large institutions whereas smaller institutions become relatively risk free. There may also be a tendency for new instruments to be underpriced if their spreads and fees are not commensurate with all the risks that a final borrower represents. Fierce competition can lead to such underpricing, and eventual losses and failures may occur.

Globalisation furthermore tends to reduce the transparency of banks' balance sheets. Indeed, part of the new instruments does not appear on the banks' balance sheets whereas ultimately they are however commitments and hence risk. Less transparency of balance sheets results in difficulties to detect problem situations at an early stage. The likelihood of sudden financial shocks is therefore increased.

I stop now dealing with the possible risks that globalisation entails. There are certainly more than those I have mentioned - for instance those pertaining to the blur of traditional demarcation lines between classes of financial institution, between «banking» and «commerce» or between the money and capital markets - but penetrating further in that particular matter would lead me beyond the borders of our general subject.

What is important to keep in mind is that globalisation obviously has beneficial effects for market participants and the economy as a whole via efficient resource allocation, but that at the same time it carries increased and partly not yet fully perceived risks for - again - market participants and the system as a whole.

That is also true for the center of Luxembourg, although perhaps at a lower degree still than elsewhere.

From these considerations, two very important policy issues arise, which public authorities ought to take care of.

First, authorities should regard it as their responsibility to shape an institutional and legal framework that allows

for new types of businesses to take place in such a way that they are conducive to the beneficial effects of the present developments.

Secondly, authorities should be concerned with the intrinsic risks of the developments we are witnessing. There is a legitimate public interest about the soundness of the structure and stability of financial institutions and markets that must be respected. Let me tackle this second point first.

Authorities must strive to adapt their supervisory systems to cope with the changing environment. The developments we are witnessing are not confined to a single country; they have not yet fully penetrated all markets in Europe, including Luxembourg. Albeit they are still, predominantly, an Anglo-American phenomenon, an international approach to supervision is called for. The presence in Luxembourg of a largely renowned financial center puts great responsibilities on the government and the supervisory authorities of the country. Hence, a very active and often constructive participation by the national authorities in all major international supervisory groupings is since long regarded as a duty.

The Committee on Banking Regulations and Supervisory Practices, also referred to as the Basle Supervisors' Committee, counts all the G-10 countries plus Luxembourg as members. It is a forum that provides for regular discussions on relevant topics with a view at ensuring effective supervision of banks' activities worldwide and at promoting a general enhancement of supervisory systems and prudential standards.

In pursuing this objective, the Committee published in 1986 a report on banks' new financial instruments and off-balance-sheet exposures. One of the goals of that detailed analysis was to foster coordinated supervision of new banking techniques by providing national authorities with a consistent approach to the subject matter right from the start rather than having to reconcile different national approaches ex post. The Luxembourg Monetary Institute, under whose purview banking supervision falls, has recently adopted new reporting standards for off-balance-sheet operations.

The international approach to supervision also requires a continuous updating and refining of international banking and financial statistics. Luxembourg collaborates intensely with the Bank for International Settlements in this area. Presently, work is done on new statistics concerning the holding and issuance of long-term international securities.

An issue widely discussed at the moment is that of capital adequacy.

Globalisation and foremost its innovation component has left authorities, and may be bank managers as well, with a certain sense of unease stemming from the fear of the unknown. Notwithstanding that some of this fear might be exaggerated, it is commonly accepted by the authorities that the new risks arising from the process of change in financial services ought to be captured by adequate capital standards.

Moreover, there is broad agreement that efforts should be made to strengthen the capital base of the internatio-



nal banking system and to reduce divergences in the capital positions of the international banking system. There are also conceptual aspects involved which pertain to the measurement of capital adequacy.

Most countries, including Luxembourg, use a gearing measure in which capital is broadly related to total assets. Other countries use a risk asset measurement which is based on a categorisation of assets and contingent liabilities according to their inherent risks. A preference for the second concept seems to emerge actually, but it is far too early to gauge whether and when it will find its repercussion in national legislations.

The fact is that banks established in Luxembourg would under a risk asset ratio have even a better standing than they presently have already under the conventional gearing ratio. This comes mainly from the traditionally large bulk of international lending to OECD countries, from lending to governments and from interbank operations, which are all categories with a low or zero risk weight in a risk asset ratio.

Those and similar studies are also done at different levels of the European Communities. Thus, the Contact Group of EC Supervisory Authorities has recently dealt with observation ratios such as solvency and profitability calculations. In the area of liquidity observation work is also currently undertaken. The EC Banking Advisory Committee, a second, more high-levelled body, that deals with bank matters in the EC, has concluded work on the concept of own funds with a view at strenghtening the capital adequacy of credit institutions. It is also dealing with the matter of large exposures and will make suggestions for reporting systems and maximum thresholds.

The creation of a totally integrated common market by 1992 has obviously also a banking component.

The objective is a unified market, on which banks will have the right to create branches or subsidiaries and render services without being themselves established in the country of their customers. The suggested approach to reach this objective lies in the concept of mutual recognition of supervisory regimes.

This approach calls in particular for recognition by each member country of another member country's norms with regard to bank's financial stability. Thus, a financial institution that has been granted a license in one member state, should be allowed establishment and/or rendering of services in any other member state without being subjected to new licensing requirements.

Practically speaking, the above broad objective and the suggested approach entail a fairly large amount of harmonization efforts with respect to core elements of banking regulation. In this area, Luxembourg, like other member countries, is eagerly defending the premise that harmonization should not mean convergence to the most supple supervisory rules and practices, but rather towards standards of commonly accepted good quality.

In a nutshell, ladies and gentlemen, the general stance of the Luxembourg authorities with respect to dealing with the public risk aspect of globalisation is a cooperative and

constructive one. Luxembourg will always join those who call for a perfection of supervisory systems as long as their suggestions keep securing the possibility of a sound conduct of business.

This leads me to the other broad policy issue I mentioned earlier which has to do with the governments' and authorities' attitude towards the institutional and legal framework within which new business opportunities can bloom ... or not.

The policy goal is to provide a framework that permits financial institutions to exercise their functions without impediments or discrimination and to be competitive among themselves. The issue predominantly relates to the specifics that make out the identity of a financial center as well as to enhance the competitiveness of the center. I will in the following, use more extensively the Luxembourg situation as an example to illustrate my thoughts.

As I mentioned earlier, the current wave of financial innovations has not yet fully penetrated financial markets in continental Europe especially. Notwithstanding this fact, the policy of our government is oriented in such a direction that they may freely penetrate the Luxembourg market whenever an opportunity is given.

Banks in Luxembourg continue to make traditional euro-market business, albeit at a slower pace and with narrower margins than in the sixties and seventies. Parallel to this still yielding business, most of them have engaged into private banking. The fees generated by this type of business have almost doubled over the last two years and represent now approximately one tenth of gross income of many banks. However, commensurate with developments elsewhere, banks' holdings and trading of securities, which have been growing in relative importance because of the worldwide shift from banking to securities markets, have also grown in Luxembourg. This development is adequately reflected at the Luxembourg stock exchange which, since Monday of this week, lists over 5,000 quotations.

Over the years, the center of Luxembourg has shaped itself a robust identity based upon the quality of banks' customers - borrowers and investors alike -, the range of products offered by our banks and the quality of their services. In addition to that I must mention the basically positive attitude of successive governments towards the financial center, an attitude that reflects the importance of the financial sector for the entire national economy.

As long as this specific identity is preserved, I have no fear whatsoever that globalisation, which through its liberalisation and deregulation components tends to make conditions even everywhere, will do any harm to the center of Luxembourg.

On the contrary, many locational advantages of the Luxembourg financial center are such that they are not likely to be swept away easily.

Let me just mention in this respect the absence in Luxembourg of a central bank and hence of a monetary policy whose tools interfere with the banks' channeling function of money by rendering it less profitable than it would otherwise be.



A very strict banking secrecy law, an ongoing social and political stability, a clear and transparent attitude of decision-makers towards fundamental questions of economic policy, a multilingual population, are just a few other examples of locational advantages: Those are perhaps not so specific to Luxembourg if viewed as isolately, but, all together, they are very deeply anchored into the financial system and therefore lasting over time.

The government is also aware that not all prevailing features of the overall framework are advantageous when put into the context of competitiveness.

One is taxes. For some years, it is true, certain tax rates were too high and others did impede on the conduct of specific types of banks' operations. The government became increasingly aware of the potential restrictive effect that this situation could create if it had not been reversed.

Therefore our Parliament has voted a program enshrined in the budget under which a number of corporate taxes and the personal income tax will be considerably reduced in 1987 and 1988, whereas some other taxes such as the stamp duty, which hampered certain types of operations, are simply being abolished. Banks expect higher business volume, new products, and improved results from this global package.

Another area of concern that might have a slight bearing on the competitive position of our banks is the limited supply of qualified personnel. But also here the problem is being tackled by extending and shaping the school system to the particular needs of the financial sector.

In this respect, I would also like to pay tribute to the Bankers' Association which has initiated an efficient formation system of its own that encompasses all levels of qualification.

Due to the small size of the country there are demographic constraints that might, however, not make the pro-

blem disappear that quickly, especially with regard to highly specialized positions in euro-banks. Hiring of foreign specialists will certainly continue for some time. In the past, this was the reason for higher operational costs, but a lower income tax and the implementation of a recent decision to grant foreign specialists additional tax reliefs will invalidate that argument.

As you can notice, we are fully aware of the problems raised by the task of preserving the financial center's identity and fostering its competitive position. I merely want to add that it must be fairly said that Luxembourg is, compared to others, in a rather fortunate economic and social position so that it has ample leeway to handle things flexibly, comprehensively and quickly.

In conclusion, ladies and gentlemen, let me briefly summarize what I have been saying this morning.

The financial world is witnessing a revolutionary development - called globalisation - that has repercussions on the entire structure of financial systems worldwide. The perceivable outcome of this development, whose most direct consequence is increased competition, is likely to be beneficial on balance. But it also entails new kinds of risks that should be checked thoroughly right at the level of financial institutions' managements.

When the question is brought at the level of public interest, two central issues call for the attention of governments and authorities. One is the supervisory issue that is best dealt with under an international approach.

The other is the appropriate institutional and legal framework that permits conduct of sound business and secures the competitive position of the financial sector as a whole.

It appears to me that the response given by Luxembourg to those questions is the right one.

## The financial centres of London and Luxembourg in a process of financial integration

Au cours d'un déjeuner-débat organisé le 11 février 1987 à Luxembourg par la Chambre de Commerce britannique pour la Belgique et le Luxembourg et qui avait pour sujet les centres financiers de Londres et de Luxembourg dans un processus d'intégration financier, Monsieur Jacques F. Poos, Vice-Président du Gouvernement, Ministre du Trésor, a prononcé un discours dans lequel il a retracé les parallélismes caractérisant les places financières de Londres et de Luxembourg. Nous reproduisons ci-après le texte de ce discours.

Whether the European economies are in a process of disindustrialization is still a very controversial question. Conceptual and measurement problems are not easy to solve.

However it is certain that the services sector in general and the financial markets in particular are the fastest gro-

wing sectors in most industrial countries, especially since the beginning of the 1980s.

It may well be that the 1980s once will appear in history as the decade of financial markets, as the 1970s probably will be recalled as the raw materials' decade. There is already no doubt that every government is extremely eager to create favorable conditions for the burgeoning «financial industry».

Quantitative growth of financial markets is however not the only outstanding feature: The financial markets themselves have changed in recent years.

This mutation is the result of unprecedented innovation in financial instruments and services, altering the structure of intermediation and creating new forms of competition.

Not one single factor is at the heart of this process. Rather a series of events have combined at different times to influence its development: One may mention in this context the shifts in the patterns of international saving and investment flows, high and changing inflation rates, interest and exchange rate volatility, deregulation of financial markets...

This mutation is also due to new information processing and trading techniques which have set in motion a process of globalization: This has led to the creation of a 24-hour global market, in which information is available in real time throughout the world.

A third factor explaining the mutation of the financial markets is the process of integration of previously segmented financial markets.

Financial integration is of particular relevance for the European Communities. In fact, according to the Treaty establishing the European Economic Community, the restrictions on the movements of capital between Member States were to be progressively abolished during a transitional period which initially was to end in 1969.

But when 1969 came to an end, without capital movements within Europe having been liberalized, the transitional period was not even extended and national money and capital markets simply continued to coexist. Some member countries are in default. But «the Treaty of Rome» foresees no sanctions for such an event.

Fortunately the process of financial integration has now got a new impetus in February 1986, when the Member States, in the «European Single Act» agreed to fix a new transitional period which is to end in 1992, by which time the European Domestic Market is expected to have been created step by step. This domestic market is intended to ensure the free movement of goods, persons, services and capital between the Member States.

This demonstration of political will is very important, Mr. Delors, President of the EC Commission, has seized the initiative again by launching in May of last year a «Programme for the Liberalization of Capital Movements in the Community», programme which has subsequently been approved by the European Council.

In this context it is encouraging that substantial steps of this programme have already been taken in 1986: firstly the gradual ending of exceptional arrangements under the so-called safeguard clause; secondly, the extension of the unconditional liberalization obligations to

- long term commercial credits
- acquisition of financial market securities
- admissions of securities to the capital markets of Member Countries.

Now we are entering the second and decisive phase of this programme which should bring complete freedom of capital movements by 1992.

Complete liberalization of all financial transactions however requires greater convergence of macroeconomic performances and more extensive policy coordination.

The political will to progress in liberalizing capital flows makes it necessary to agree on basic objectives of macroeconomic policy.

The parity grid of the EMS is the best instrument through which cooperation and convergence can be implemented and through which financial and finally European integration can be achieved.

It is my strong feeling that it is time now for the U.K. to become a full member of the EMS; I do not believe that economic studies will clarify this question further. It is no more an economic but a political issue and I hope that Mrs. Thatcher will soon take this step, as she seemed recently to announce in a Financial Times interview, by saying that in spring 1988 the time might be ripe.

Some years ago, the differences between the financial centre of London and Luxembourg were substantial: there was first a considerable difference in the size of these two centres but secondly, they were also different in nature.

Since then, things have changed in many fields in Luxembourg. Although the difference in size still exists, the difference in nature is vanishing.

The banks established in Luxembourg have succeeded to maintain and even in recent years to increase their share in the Euro-market which stands now at nearly 10%.

Among the outstanding developments which have characterized the banking activity in the recent past, I should like to mention firstly Luxembourg's outstanding role in the ECU market: On the one hand, the ECU is the fourth biggest currency in the balance sheets of Luxembourg banks although it comes only fifth for the Euro-market as a whole. On the other hand, the sectoral liability structure in ECUs is unique in Luxembourg nowhere else is the portion of non-bank deposits in ECUs bigger than in Luxembourg.

Secondly, Luxembourg banks have determinedly endeavoured in the past few years to diversify their activities. These efforts have resulted in a considerable development of the transactions with private customers, especially in the field of asset management and precious metals. The impact of the diversification has had strong consequences on both banks' balance sheets and on their profit and loss accounts: deposits from non-banks have substantially increased. So did the volume of income of fees and various revenues for services rendered to customers.

Through this developments, the nature of the banking activity has gradually changed, with banks acquiring both more responsibility and greater freedom of their parent institutions.

Thirdly, Luxembourg's stock exchange is confirming its role as an international quotation centre with roughly 60% of new Euro-issues being quoted in Luxembourg.

Since the beginning of this year, Luxembourg banks stand ready as market makers for a number of international issues quoted in Luxembourg, thus providing liquidity to the market.

Fourthly, a particularly rapid expansion has recently taken place in the field of collective investment units,

underlining Luxembourg's increased importance in assets management.

This development of the investment funds sector means an enrichment and diversification of the financial centre of Luxembourg in an international financial environment market by a shift of activity from the traditional syndicated credit activity to a market for a wide range of bonds and other marketable papers.

All of these trends in the banking sector, the Stock Exchange and the investment funds industry can be brought together under one broad heading: the develop-

ment of Luxembourg since the early 1980s into a diversified, multipurpose financial centre.

So, much has been done and much is still to be done especially in comparison with London which evidently still remains the most important financial centre.

It is my personal conviction that both European places London and Luxembourg, are best equipped to play their important roles in a future environment of complete freedom of capital movements, this to the benefit of the financial institutions established in our two cities, of our two countries and last but not least of the clients they have to serve.

## The future of the Atlantic Alliance

Au cours de son séjour aux Etats-Unis d'Amérique du 17 au 20 février 1987, Monsieur Jacques Santer, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, a prononcé le 20 février à la Harvard University un discours sur le thème: «The future of the Atlantic Alliance». Nous reproduisons ci-après le texte de ce discours.

In the copious literature on the Atlantic Alliance of the first half of the sixties erudite authors sometimes expressed their astonishment that more than a decade after its creation the Atlantic Alliance still existed and, what is more, still worked. After all, alliances, traditionally, were conceived for very precise, short-term goals and they normally dissolved once the primary reason for their creation disappeared.

A quarter of a century after these writings the Atlantic Alliance still is alive. And its further prospects of life are not bad at all.

This exceptional durability is probably largely due to the fact that the Atlantic Alliance is different from most alliances of the past. Classical alliances generally were concluded between national states with the aim to reach a superior strength over other states or to dissuade other states to prepare a war or to persuade other states not to continue to fight a war that had already started. They were concluded to prevent an upset of the balance of power or the implementation of a new international order or for many other reasons.

Some of these general objectives were also contained, at least to a certain degree, in the original rationale for the creation of the Atlantic Alliance. It was only later that its scope and its purpose were enlarged and deepened.

The North Atlantic Treaty was created four years after the end of World War II to give the depleted and depressed European countries new confidence, to complement the economic aid which was given through the Marshall Plan with a psychological booster. In fact it was not more than a unilateral American pledge in front of a Soviet Union which had kept an enormous number of men under arms, which continued to vow a relentless ideological fight against the West and which seemed bent on the further extension of an already huge empire.

It was mainly the Korea War which turned this multilateral guarantee pact into what soon was to become an inte-

grated defense system. The United States now was no longer only ready to come to the rescue of their European allies in case of aggression, it was also prepared, against some political opposition at home, to mount guard in Europe itself.

Europeans were also to participate in the defense efforts according to a scheme called balanced collective forces, a kind of division of labor which assigned to the Europeans tasks in conventional defense whereas the United States would provide the strategic nuclear component.

Europeans expressed a strong desire for a forward defense because they wanted to avoid to have to go once more, in case of attack, through the pains of invasion, occupation and subsequent liberation. But such a defense seemed not feasible without the participation of those who lived in the first front with regard to the new line of division, namely the Germans. Since the EDC (European Defense Community) scheme, invented by France to prevent a rebirth of a German national army, failed, the only alternative was to integrate the Germans, together with the Italians, into the Alliance.

The Western security structure was now completed, Moscow was angry because it had not been able to prevent the integration of Western Germany into the Western community and it reacted by setting up its own multilateral alliance, the Warsaw Pact.

The foundations were laid, the mechanisms worked: the Western Alliance from now on had only to adapt its political and military instruments to eventual new requirements.

The military doctrine of the fifties called Massive Retaliation reflected the - to use a Soviet expression - «correlation of forces» of that time, namely an overwhelming American superiority in nuclear systems. This was a convenient and even a credible doctrine: with its nuclear superiority the United States certainly would not be able to prevent the Soviet Union to invade Western Europe, but it was able to inflict such a damage to Soviet homeland - without having to fear any comparable damage in retaliation - that nobody could imagine a potential gain that would be worth the candle.

This state of affairs, however, changed dramatically before even the end of the fifties when the Soviets demons-



trated, before the Americans, that they were able to deliver nuclear devices on ballistic rockets to distant targets.

How would the United States still be able, some people began to wonder in the West, to threaten large-scale nuclear retaliation for any Soviet transgression of it had to reckon that it would suffer in exchange the same amount of damage it would have done to the Soviets in a first strike. This insight was the logical begin of the age of what has been called «Mutual Assured Destruction»: from now on both superpowers would have the capability, no matter what the other would do, to inflict unacceptable damage to him.

The Western countries had to adapt themselves to the new strategic reality even if this meant a painful reappraisal of long cherished psychological and intellectual certitudes. In NATO the strategic revision took the form of Flexible response: henceforth NATO members would calibrate their reply to the opponent's move. Aggression was to be stopped at the lowest possible level. An escalation was, if possible, to be avoided, but might be deliberately chosen if necessary, that is if the adversary would persist in his aggression.

This adaptation in the strategic realm was paralleled by modifications in the political field: the Harmel doctrine said that the countries of the Atlantic Alliance would maintain a strong defense but at the same time look for an improvement of their relations with the East. Twenty years after their adoption both doctrines, the strategic and the political one, are not seriously contested by anyone in the Alliance.

The almost four decades since the creation of the Atlantic Alliance are characterized by an unprecedented stability in Europe - whether this is due to the Alliance or not. Europe has developed into a zone of prosperity.

The relations with an Eastern Europe which in purely military terms is superior to Western Europe but which is lagging behind in economic development, have improved.

I covered this theme extensively in my address yesterday.

Inside the Atlantic Alliance not everything is consensus and harmony. After all this Alliance is, to use the terms of a man well known in this area, Professor Karl Deutsch, a pluralistic security community, not an amalgamated one. Divergences of opinion are not suppressed but openly discussed. This may, for some, constitute a weakness in comparison to the Warsaw Pact, but it is also a strength: it can allow to detect deficiencies in time and to devise an appropriate cure.

There are people who speak of the «deep crisis» of NATO of an «enduring crisis» or of a «recurrent crisis». Others predict an irreversible decline or even the demise of the Alliance. NATO, they say, would not be able to survive neither its internal strains nor the external challenges it is confronted with.

In fact, the imminent end of NATO has often been proclaimed. But the organization has overcome the most perilous situations. Some crises may have left it weaker but others certainly have strengthened its capacity to resist.

One of the toughest challenges was the French departure of the integrated military structure in the mid-sixties. But the pacifist challenge in the context of the deployment of new theater nuclear missiles in Europe went also to the nerve of its internal fabric.

Some of the problems which plague the Atlantic Alliance are of a structural nature, others are due to policy choices. For the most part, however, structural and policy problems are closely interlinked.

Problems are related to the diverse geopolitical settings and constraints inside the Alliance, to objective developments in its external environment and to its internal working.

I would like to comment briefly on some of the problems.

The fact that Europeans have to live on a same continent with the Soviets constitutes a fundamental constraint for their foreign and military policy however one assesses this situation in political and ideological terms.

Their main ally and protector, on the other hand, is several thousand miles away on the other side of an ocean. If there is no doubt that these atlantic partners share many values and interests, the diverse geopolitical conditions necessarily engender partially different strategic outlooks and preferences.

For Europeans it is vitally important to prevent any kind of war. Indeed, what from a superpower perspective would be a limited war might spell the devastation of large parts of Europe.

Europeans want a firm pledge from their American ally that he would use all his means, including strategic weapons, in case of attack. Such a pledge is for them the best form of deterrence, that means war prevention.

Americans also want to prevent the outbreak of any kind of war in Europe. But they also want to prevent an eventual conflict from rapidly degenerating into a strategic conflict, that is a conflict where the territories of the two superpowers would be involved.

Americans thus tend to be rather cautious - some Europeans think, ambiguous - in their public statements on what they would do in case of Soviet attack against Western Europe. The restraint has been tightened by the achievement of nuclear parity by the Soviet Union.

This achievement has led some observers to question the American security commitment for Europe, also called extended deterrence.

After all, it has been Henry Kissinger who has said in 1979 that, (I quote), «our European allies should not keep asking us to multiply strategic assurances that we cannot possibly mean or if we do mean we should not want to execute because if we execute, we risk the destruction of our civilization.» End of the quote.

In fact, the central question for the Atlantic Alliance still is: what is the United States prepared to risk, to suffer for its Allies and how can it convey its determination to accept sacrifices to the potential opponent?



Personally, I tend to think that this predicament has been exaggerated. Even if the objective conditions for the American nuclear guarantee have somewhat deteriorated since the heydays of Massive Retaliation - which by the way has always been more flexible than massive, even in Secretary Dulles' declarations - the remaining commitment should be strong enough to make any Soviet leader think twice before launching an attack against Western Europe. Why should the Soviets risk - however small that risk might seem to them - nuclear war with the United States when they would have to stake the survival of their own society for an uncertain gain? One has only to read the books of one of the great professors of this University, Thomas Schelling, to be rather reassured in this connexion. And the reading of Soviet statements and analyses shows that they have also become increasingly aware of the constraints of the nuclear age.

Of course, the American commitment has to be strictly maintained in its present form. The general environment of this commitment should even be strengthened: through declarations, through doctrinal adaptations but also through material steps such as the maintenance of a strong American presence in Europe. The Russians know that as long as there will be a few hundred thousand American soldiers in Central Europe, any military conflict in that area would mean a direct clash with the United States. Such a presence will continue to thwart any chance that a war could remain limited - whatever may be the rhetoric on one side or the other and whatever may be the developments in nuclear stockpiles.

Saying this I do not want to minimize the problems of the Alliance. But I think that there is no reason for despondency in this particular respect.

More problematic than the maintenance of the nuclear guarantee may be what has been called the breakdown of the consensus on strategy, the questioning of the moral basis of this strategy by large parts of the European public - but also by many people in the United States. This development has become particularly acute and alarming in the wake of the «neutron bomb» episode and the deployment of new theater nuclear missiles on European territory. Of course, there has been much misinterpretation, exaggeration and window-dressing, but also expression of genuine concern and anxiety.

Concerns are also voiced by Europeans about the implications of the American program of a space-based defense. Europeans not only fear that such a plan might negatively affect strategic stability, jeopardize the ABM Treaty and dim the remaining hopes for progress in arms control, they are also anxious the American initiative and the corresponding Soviet reply might make of Europe a zone of lesser security.

Part of the «malaise» in the relations between atlantic partners can be traced, to the evolution of the distribution of power between them, especially in the economic field.

Europe has evolved from a starving continent to one of the strongest economic power houses in the world, from a grateful recipient of American aid to a formidable rival of the United States in the world economy. This evolution has produced some of the worst strains and even

rumors about trade war - I think that the word war is a bit too strong in this connection.

All this explains why the United States is no longer as sanguine about the political unification of Europe. For many years Americans perceived such unification as a prerequisite for a successful, harmonious atlantic relationship. It is hard to imagine today that there have been times where the United States strongly pushed for European integration and even threatened an «agonizing reappraisal» of its policy towards Europe if the latter would not act.

American political leaders sometimes have termed Europe a regional power with regional interests as opposed to the United States with its world-wide interests. On the other hand, however, they have complained that Europeans are not prepared to look and above all act beyond Europe. There sometimes is a certain sense of frustration on the American side because the United States feels that it has to do the menial work for the common interest while Europe is moralizing about US actions.

There may be some truth in this: but the United States should also consider that if Europeans were to become more active outside Europe this might lead to new strains except if Europe always adopted the American position. A more outward-looking Europe would, however, also be a more self-assertive Europe. And the few experiences of the past such as the timid Middle East initiatives of the European Community have given an idea of the divisive potential of such an evolution.

A long term threat for the Alliance may reside in what Ralf Dahrendorf has called the Europeanization of Europe and the Americanization of the United States. It is especially what they perceive as an American unilateralism that worries some observers. They also talk about the «Pacific drift» of the country. And in the recent weeks there were speculations again about a withdrawal of one third or so of the US troops from Europe.

There are indeed people in the United States who think that their country is overcommitted in Europe, that there are other important places where its security interests are challenged such as Southwest Asia, Central America and the Persian Gulf and that one should pay more attention to general power projection capabilities. These people blame Europeans for not assuming a fair share of the common burden.

One of the thorniest and most tenacious issues in atlantic affairs is the control of the nuclear deterrent. Who should have the finger on the trigger?

The United States wants to keep a central responsibility about the use of nuclear systems. It wants this for constitutional reasons, on technical grounds, but also because of a fear of entrapment into a nuclear war they would not have desired.

Europeans want some right of co-determination, some sort of veto. But they are not very clear about this. When the question of the control of the new long-range systems which were to be deployed in Europe in the wake of the double-track decision came up at the beginning of the eighties, they declined a US offer for a double key arrangement.

The Alliance has made efforts to solve or at least alleviate this predicament. A double-key system was instituted long ago for a number of so-called tactical nuclear weapons. There has been at the beginning of the sixties the strange project of a Multilateral Force (MLF) which provided for a fleet of surface ships carrying Polaris missiles, manned by crews from different NATO countries and jointly financed and controlled. The whole scheme would have given European allies a veto over some three percent of the US nuclear forces. After several years of discussions the project was quietly dropped. The Nuclear Planning Group (NPG) was then set up but it has not given the Europeans a genuine role in nuclear planning and decision-making. The failure of the Alliance to settle the nuclear problem has been a major and probably the decisive reason for the French departure from the military integration.

In fact, the nuclear dilemma cannot be solved, at least not in the Alliance framework. It can only be managed - by political means, by strengthening consultation and by improving the general political context, that means by strengthening confidence in American reliability and sense of responsibility.

The only logical alternatives to the present arrangements would be an autonomous European deterrent or a Franco-British or even a Franco-German deterrent. But not only are the Europeans lacking the will for such a solution, the political basis, namely a European political community, is also absent, so that the problems of the control of the deterrent and the extension of the guarantee would even be worse than in NATO. To try to realize it despite these difficulties would risk to destroy what has been created without offering an operational replacement.

It seems therefore sensible to improve and strengthen what we have.

To conclude my remarks I would thus like to list a few principles which ought to guide the work of the Alliance and lead it into the twenty-first century.

1. There is and there will be no security for Europe outside the Atlantic Alliance in the foreseeable future.

2. The United States also needs a strong Western Europe for its own security.

3. Both, the United States and Western Europe, can have this security only through an undiminished physical presence of American troops in Europe and an unabated American strategic commitment.

4. To implement this guarantee the Alliance needs a mixed posture of defense instruments, that is conventional arms as well as theater and strategic nuclear weapons.

5. Flexible Response must remain the cornerstone of Allied military policy. This doctrine implies a strong forward defense and military means to deter and if necessary stop an armed attack at any level of violence.

6. The military strategy of the Alliance must continue to be based on deterrence. Deterrence also requires means to deny the opponent his strategic objectives. Defense alone, however, would not guarantee neither the national security of the United States nor the security of its allies.

7. Alliance policy, in all its dimensions, must strive for a strong consensus of the greatest possible number of people in all Alliance countries on the purposes and the implementation of this policy. People must perceive this policy as being sensible, as protecting them. They must be able to identify intellectually and morally with it.

8. The Harmel doctrine remains valid. It is only by assuring a strong defense and by seeking a satisfactory *modus vivendi* with the East that the Alliance can achieve internal and external stability.

9. The Alliance should not limit its activities to the East-West dimension but should also contribute actively to the accomplishment of a global structure of peace.

10. The policy approach of the Alliance should be comprehensive. At the same time the Alliance should be able to disentangle and keep apart issues whose commingling risk to impede the realization of the overall objectives.

11. Since it is important that not only strategic interests but a sense of *we-feeling* keeps the partners together, the Alliance should not renounce the old objective of developing progressively into a political community.

12. The Alliance has to achieve a better internal balance. The role of Europe inside the Alliance has to be strengthened. It must get a greater say in the preparation and implementation of the common strategy. This will obviously mean new responsibilities for Europe and the acceptance of a greater share of the common task.

To strengthen their role Europeans need a forum where they can concert. The Western European Union (WEU) can play an important role in this context. This organization is in the midst of a process of reactivation which has been decided two years ago. My country is assuming the presidency for one year. I hope that it can contribute, however modestly, to the strengthening of the European pillar of the Atlantic construction.

I am confident that the Atlantic Alliance, if it sticks to these and similar principles, will be able to overcome its chronic as well as its acute woes.

Twenty-five years ago one of the best specialists on the Atlantic Alliance and a great professor who unfortunately died a few weeks ago - I speak of Professor Robert Osgood - summed perfectly well up what the Alliance is about: I quote: »NATO is and will remain, so far as one can foresee, a coalition of sovereign nations for the protection of a limited, though vital core of identical security interests within a mass of convergent and divergent political interests.« End of the quote.

I'm sure most of you agree with this assessment.

## East-West relations from a european perspective

Du 17 au 20 février 1987, Monsieur Jacques Santer, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, a séjourné aux Etats-Unis d'Amérique. Invité par le Président de la Harvard University, Monsieur Santer a prononcé le 19 février le discours d'ouverture à la conférence «Harvard National Model United Nations» qui avait pour thème : «East-West relations from a european perspective». Nous reproduisons ci-après le texte de ce discours.

In the history of transatlantic relations there has not always existed a perfect identity of views with regard to the organization of the relationship with the East. There have been moments where mutual suspicions, reproaches and even accusations were traded between the atlantic partners over this subject.

To Americans Europeans often appeared, in their general attitude towards and in their practical dealings with the East, too soft, too accomodating, too timid, too receptive towards Soviet wishes, too addicted to compromise, too much bent on immediate benefits for example in trade but also in the humanitarian field, too mealy-mouthed perhaps as one American official recently said in public.

To Europeans Americans have sometimes been too rash in their judgements of the Soviet Union, too abstract, too ideological, too confrontational if not adventurous in their general approach, too prone to take risks.

Each has accused the other of selfishness and shortsightedness. In the view of Americans Europeans do not always take sufficiently into account the long-term strategic interests of the West as a whole, in the view of Europeans Americans do not always respect their practical constraints.

Divergences with regard to what should be the best way to deal with the East have been an almost constant source of friction and irritation inside the Atlantic Alliance. Strong concordance in this field has rather been the exception.

What, one might now ask, are the reasons for these divergences? Are there diverse perceptions of the Soviet Union and its allies? Are there even perhaps diverse fundamental interests with regard to East-West relations on the two sides of the Atlantic?

What are the effects of such divergences upon the Alliance? How do they affect the outcome of negotiations and dealings with the East in various fields? And if there are differences of perception and of interest, is it nevertheless possible to find a common basis for the relationship with the East?

Many problems in international life, also among partners and allies are due to a lack of understanding for the problems of the other, his desires, his constraints and his fears. Such insufficient knowledge can breed strains and even crises. Of course, not all the problems can be eliminated through cognitive efforts, there always will be irreducible antagonisms. But at least between allies there should be no such antagonisms. In fact, I'm sure there are none. And with regard to antagonisms between opponents we should do our best to prevent them from degenerating into murderous conflicts.

I would like to point today a few aspects in the relationship between East and West which may be perceived slightly differently in your country and in Europe and I will try to give a few explanations concerning possible reasons for such differences in perception. I hope to contribute thereby, however modestly, to a better mutual understanding.

This seems to me to be particularly important here in front of representatives of a generation which will determine the fate of things in the decades ahead and certainly after the year 2000.

Let this be understood as an unpretentious plea for more comprehension, more patience and more empathy.

My remarks will of course reflect the experiences of a European. But I hope I will not be too unjust when I will venture, for the sake also of dialectics, to describe the views of your country.

Before addressing some of the main concerns on the two sides of the Atlantic let me first have a look at the recent history of East-West relations in the European context.

The Europe of 1987 is not a haven of peace. But it certainly is a zone of relatively high stability, even of astonishing stability in view of its history. To be sure Europeans see the shadow of an enormous empire, they are aware of its military might, but they do not think that an attack is imminent.

Through many centuries Europe has suffered in many fratricide wars; wars due to the sheer lust of power, to dynastical rivalries, to greed and to distrust. Twice these conflicts ended in world wars and in mass slaughtering. Europe emerged exhausted from these wars, its populations with a profound longing for peace. This longing was reinforced by the recognition that war in the nuclear age could not be fought. Europeans more than anybody are convinced that a modern war would spell the end of civilization. War avoidance has become the first maxim of all European nations.

World War Two produced a clear military result: Germany was totally defeated, its territory divided for occupation purposes among the victorious powers. But the wartime alliance did not last. First serious tensions appeared. There was no consensus about the political future of Germany. The relations deteriorated. The mechanisms for the common control of Germany broke down. Communist regimes took over in Eastern European countries. A coup in Prague shocked the Western publics. It was the beginning of what was to be called the Cold war.

The main crisis of that period, however occurred around Berlin when the Soviets blocked the access routes to the city. Berlin's lifelines were cut. But the West countered with an airlift and after a year the Soviets ended the Blockade.

By then the political fronts were clear. The relations between East and West had reached a point of no return. West Europeans saw in Soviet Russia with its enormous conven-



tional military power an imminent threat which could only be contained by an American pledge to use its nuclear monopoly in case of Soviet aggression. This American commitment for the security of Western Europe was then, logically, formalized in the North Atlantic Treaty. The treaty which later developed into an integrated military organization provided Western Europe a certain stability even if the Korean War once again aroused the worst fears. But if such more or less direct encounters as well as the uprisings in East Germany in 1953, in Poland and above all in Hungary in 1956 and the subsequent Soviet reactions shocked many people, they did not shake what soon appeared to be a tacit - and perhaps unavoidable - understanding about the spheres of influence: »I don't rock your boat if you don't rock mine.«

Of course such an acceptance of the power situation created by World War Two did not alter the fundamental political configuration in Europe: latent tensions remained high, there was an almost total absence of trust in the other's intentions.

A second crisis over Berlin occurred at the end of the fifties and the beginning of the sixties: Khrutchev threatened to solve unilaterally the Berlin problem which for him was an open, bleeding wound, a focus of unremitting political uproar; a source of unbearable instability. As the West remained steadfast, Moscow decided to draw a concrete wall which would stop the flow of people leaving the eastern part of Berlin. The wall was an expression of helplessness but also of resoluteness not to accept any modification in the situation created by the War.

In none of these crises Europe was on the brink of war. None of the major actors tried to enlarge a crisis or to exploit it. Both sides worked towards deescalation. The imperative of war prevention prevailed over possible temptations to profit from the situation. Of course such an attitude favoured in some way the actors who tried to settle definitively a situation inherited from the War. And Europeans became aware - sometimes painfully - that they were no longer able to determine the course of events. But they also realized that it would only be through patient endeavours that they might induce an evolution which then might improve the overall situation of Europe.

The contours were clear, the borders fenced. The time appeared ripe to accept also formally the unavoidable. What could be done, was to improve, at least at the margin, the lot of those who did not live where they wanted to nor how they wanted to. And the risks of a conflict could be further decreased through the progressive elimination of distrust, of the sources for misinterpretation, for overreaction and unfounded preemption.

Efforts not to change drastically the overall situation of Europe but to facilitate the life of its citizens, to remove some sources of distrust and to increase stability started at the end of the sixties and were cast into agreements at the beginning of the seventies. They were paralleled - perhaps made possible, perhaps only favoured - by overtures of the Nixon Administration towards Moscow and Peking and the negotiations on the limitation of strategic arms between the United States and the Soviet Union, negotiations which led in 1972 to important agreements.

Through what was called Ostpolitik a new German government recognized the obvious: that it would not try

to change its eastern borders by force. This recognition paved the way for a conference which for the first time had been discussed some twenty years before: the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE).

Helsinki consecrated in a multilateral context what had been pinned down a few years earlier bilaterally: the acceptance of the territorial status quo in Europe. Which in the view of the advocates of this policy did not mean that there could not be other forms of change. Quite on the contrary.

Helsinki provided for concrete measures in the field not only of security but also of humanitarian problems: dissidents were to be allowed to leave their country, families which had been separated were to be brought together, the free flow of facts and opinions was to be facilitated. Helsinki was followed by other meetings where cultural exchanges and human rights were discussed and some progress was obtained.

But there was also the problem of the enormous concentration of military manpower and hardware in the central area of Europe. The West insisted that if the East had its conference on »pan-European collective security« there should also be a forum where the conventional problem should be addressed which from the Western point of view was a problem of imbalance, namely of notable Warsaw Pact superiority. The East accepted the conference but not till today the Western demand for asymmetrical reductions of forces. The stalemate after more than thirteen years of negotiations on Mutual and Balanced Force Reductions (MBFR) is such that the only way out seems to reside in the dissolution of that very restricted forum into a larger one. This larger one would be situated in the framework of the CSCE or more precisely the CDE, the Conference on Disarmament in Europe, also called Conference on Confidence and Security Building Measures and Disarmament. This latter conference had a remarkable success when it adopted in September of last year a whole catalogue of measures which are to reduce the risk of surprise attack, to improve transparency and thereby contribute to foster more confidence in an area extending from the Atlantic to the Urals.

All these efforts have not definitively solved some of the fundamental questions which have confronted Europe for four decades but they have contributed to award it an unprecedented stability. No major crisis has erupted in Europe in the last fifteen years. The situation of Germany and particularly of Berlin, the situation in many of the Eastern European countries may not be satisfactory for many people, at least these places are no longer burning focuses of tensions.

But it is also in this context that divergences with the American ally set in. Some of these divergences are due to differences in basic, may I say existential conditions, between the United States and Europe, differences which cannot but engender different outlooks and concerns.

The United States has a strategic relationship with the Soviet Union. It perceives East-West relations from a superpower perspective. The relationship is also in some sense largely abstract as it is situated at the level of nuclear deterrence. The threat to the United States is not a direct threat of being invaded, of losing its freedom, but a missile threat. A window of vulnerability is less a threat of



existential vulnerability than it is a threat of falling behind in the superpower contest. Strategic superiority may mean for many Americans the capacity to prevail, at least in the psychological realm and for a short period, over the rival. It may also signify a certain capacity for political and ideological containment of the rival.

The outlook of the Europeans, on the other hand, is largely determined by their profound sense of exposure and frailty. Europe has a physical relationship with the Soviet Union. It knows that in some sense its fate is tied to it, that the shocks the Soviet empire would suffer would also shake its own foundations. A crisis for the Soviet Union will always be a crisis for Western Europe. And stability for the Soviet Union will also signify a certain degree of stability for Western Europe, however superficial that stability may be and however unsatisfactory the underlying overall political settlement of the Continent may appear.

Whereas the United States is a self-confident power, fully aware of its impact on the present path of history, endowed with a strong will to fulfil what it perceives as its mission in history, prepared to accept change in the international order and even to favour such change, Western Europe knows about its limits and its relative weakness. European nations have made efforts towards unification and they have succeeded to a certain degree, in certain areas. But even if that integration were to be more complete, if Europe were to become a genuine political community, it would not at once gain the necessary strength to become a totally autonomous actor on the world scene, its military power would not at once form a sufficient counterweight to Soviet power.

Since, however, it is today far from having adequate strength and since it depends on outside help to assure its security, Europe has no choice but to look for a *modus vivendi* with the power that dominates the Eurasian landmass. It tries to do this without giving in, without giving up its identity and its most highly cherished principles. It tries to find out what is feasible in its dealings in the short term without renouncing long term objectives. These long term objectives are the creation, in the whole of Europe, of a zone not only of stability and peace, but of freedom and human dignity. Such an attitude is not a form of neutralism, defeatism or appeasement. Appeasement is the acceptance of potential long-term catastrophic developments for the sake of short-term advantages. Appeasement stems from a fear to assume the future. Most Europeans are not afraid of the future.

Through their vast experiences Europeans have learned to be patient with regard to the course of history. They know how ephemeral political constructions are. To try to accelerate an evolution, they think, may not only be counterproductive, it may lead to disaster.

Europeans do not want to blur the differences which exist with the political societies of Eastern Europe. They do not want equidistance and they are not engaged in an operation of moral equalizing. They want to create, in the whole of Europe, the political conditions which would allow the vital forces of the nations to develop freely, in true competition. Endless ideological quarrels, they think, are sterile, they poison the atmosphere without furthering any goals, they breed distrust, they divert attention from the main objectives and are therefore in the end self-defeating.

It seems reasonable to Europe, in its dealings with the East, to bet on its strengths. And its strengths are not in the military field. The Soviet Union is better able to concentrate its energies on militaristic ends. Democracies, in peace times, are only prepared to do a minimum for their defense. West Europeans have strong scientific, technological and economic assets. Why should they seek competition in the field they are least good in, why offer the other side the pretext to use, be it only for political purposes, its relative strength?

Most Europeans do not minimize the Soviet threat. They are aware of the military strength of the Soviet Union and of the possible implications for them of a use of this powerful instrument. They observe the doctrinal proclamations which predict the final triumph of the forces of socialism. They know that their economically highly developed countries cannot be but a constant provocation to the Soviets and their allies.

They also see, however, the constraints of a huge empire which is surrounded by states or state groupings which cannot be considered as friends, an empire which has problems with its own allies and even with parts of its own population, which has to struggle with persistent economic woes, which is obsessed by deep-rooted historic apprehensions and self-doubts with regard to its capacity to defend itself against external challenges.

And, finally, they notice the recent efforts towards a certain democratization of many aspects of the Soviet society. It is too early to say how far this process may go. There are Europeans who think that one could favor the perceptible trends by adopting a more positive approach towards the Soviet Union in the foreign policy area. At least, such an attitude might prevent the tensions existing inside the Soviet system from being exasperated or even exploited by certain groups who do not like the new course.

In any case these new developments confront the West with new strains. Indeed, if it seems relatively easy to build up a common political front against a villain, it is far less easy to adopt a tough stance against a country which seems to be striving hard to improve its record. Some Americans are afraid Europeans might be lured into a false sense of security by the internal reform moves as well as by the peace or rather the disarmament offensive of the new Soviet General Secretary. They suspect that Europeans think more about arms control than about defense. And they dread a unilateral psychological disarmament which might be followed by unilateral neglect of defense efforts.

Most Europeans, however, want to keep a strong defense. But they do not want a defense posture which might appear provocative, which might negatively affect the existing stability and which would be very costly in economic terms. Many of them observe with a certain uneasiness the American plans for a strategic defense based in space, not because they think that these plans are bad in themselves but because they fear negative consequences for the future of strategic arms control.

At the same time, many Europeans are anxious that their interests might not be adequately represented in an US-Soviet agreement on the reduction or even the elimination of certain categories of arms. Europeans expect from arms control agreements that they provide at least for an

undiminished security at a lower level of armaments in the whole area covered by the North Atlantic Treaty, that they guarantee enduring strategic stability and that they contribute to an improvement of political relations with the negotiation partner. Since the concentration of military power in the heart of Europe is so enormous, spectacular changes in the equation might engender instabilities. Any measure of reduction of this arsenal should therefore, in the view of Europeans, be not only mutual and balanced but also progressive - taking into account the numerous military and non-military factors which condition the balance.

The talks at Reykjavik in October of last year between President Reagan and General Secretary Gorbachev have aroused substantial concerns among Europeans. They think that a radical reduction of strategic arms such as the total elimination of ballistic missiles might endanger the American nuclear guarantee for Europe. They wonder whether the renunciation of long-range intermediate nuclear forces - the so-called zero option for Europe according to which the United States and the Soviet Union would keep only 100 nuclear warheads on US territory respectively in the Asian part of Russia - would not give a strong and inopportune importance to the lower levels of short-range nuclear systems and also of conventional forces in both of which the Soviet Union has a considerable superiority. Considering such implications many Europeans have had second thoughts about Reykjavik. One could even notice some late sighs of relief among them about the fact that in the end Americans and Russians did not reach an agreement.

In fact there are in US-Soviet relations two kinds of behavior which Europeans think to be detrimental for their interests: confrontation and collusion. They prefer their American partner to steer a middle course between these two extremes, a policy which would not blur the fundamental differences between the political systems but which would nevertheless resolutely work towards a common strategy for survival.

Let me, before I conclude my remarks, say a few words concerning two controversial items in East-West relations: the issue of linkage and the question whether détente can be divided.

Ever since President Nixon entered arms control business with Moscow, people in your country have wondered whether one should ask for a Soviet concession in the field of human rights, of emigration of Soviet Jews or the release of dissidents in exchange for an American concession in the field of arms control or rather the acceptance, by the United States, of arms control. A formal linkage was introduced after the signature of SALT I. The policy of linkage has overshadowed the SALT II process and contributed to prevent the ratification of the SALT II Treaty. It also has interfered with the later talks on strategic arms reductions.

I personally think that arms control is such an important business not only for the superpowers or their Allies but for the whole mankind that one should avoid to render it even more arduous by trying to use it for other ends, however laudable these ends may be.

It seems, moreover, that tying arms control to progress in other fields would mean that one enters the arms con-

trol process with the conviction that one side has to profit more from it than the other. Now, such an attitude cannot be but detrimental to the whole process, deviate it from its true track and end infallibly in deadlock and frustration.

Can détente be divided? Can the European arena be insulated from the broader context of East-West relations?

To a certain degree any development in the relationship between East and West will be felt in Europe. But this does not mean that Europeans should, be it for the sake of fairness and loyalty, echo any dissonances in the superpower relationship. Nor should they dissociate themselves on questions which are of great significance for the West as a whole from their American ally.

Indeed, the most important in this respect is to work towards a common basis for the relationship with the East. To succeed in such an endeavour we have first to be conscious of our common fundamental predilections, convictions and interests, namely that we defend a common model of society characterized by pluralism, free choice of the way of life, democratic institutions and so on.

We have then to define clearly the ends and the means.

What is the ultimate objective in our dealings with the East? Is it simply a change in atmosphere or is it change in the other side's system or at least in its political culture? Should the main emphasis be on economic benefits resulting from trade or should it be on war avoidance? Shall we strive for a lessening of the Soviet grip on Eastern Europe? Shall we simply seek to gain time in the search for a - to my mind elusive - superiority? Shall we try to win détente since a confrontation can no longer be won?

And how should we proceed, in which kind of framework? Shall we talk bloc to bloc, Alliance to Alliance, or bilaterally: the United States to the Soviet Union, France to the Soviet Union, West Germany to East Germany and so forth? Shall we use a pan-European forum such as the CSCE or the CDE? Do we need, except for arms control purposes, an East-West negotiation forum at all? Or should we integrate the relevant issues into the general framework of relations going on between East and West?

Whatever may be the answers to such questions, I am convinced that most of us believe that it is useful to deal with the East at many levels, in different instances on all possible subjects. We should respond to the overtures of the other side and take ourselves, whenever feasible, the initiative.

We should of course remain aware of the fact that détente is not an end in itself, that it has to be related to some carefully reflected political objectives. The first of these objectives is the prevention of war. It is only when the realization of this objective is guaranteed that all the others can be pursued.

To build up a constructive relationship with the East, to avoid stagnation and even regression we have to devise a comprehensive approach which integrates all the means and the ends, the expectations and the constraints. To develop such an approach the Western countries have to improve the mechanisms of information, consultation and decision-making.

But here we already are in the midst of my next lecture which is entitled: «The Future of the Atlantic Alliance». I hope that I will see at least a few of you back tomorrow for the logical suite of this fascinating story.

Or should tomorrow's speech have come first? I'm not sure. But whatever should come first - the two subjects are complementary. Both will remain topical. And we will do our best that they will stay with us - stay properly with us.

## Visite officielle de Monsieur Jacques F. Poos, Ministre des Affaires Etrangères, en Suisse

Le 26 février 1987 Monsieur Jacques F. Poos, Vice-Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Etrangères, a fait une visite officielle en Suisse, à l'invitation du Président de la Confédération helvétique, Monsieur Pierre Aubert. A Berne, Monsieur Poos a été reçu successivement par Monsieur Jean-Pascal Delamuraz, chef du Département fédéral de l'économie, Monsieur Otto Stich, chef du Département fédéral des finances, et par Monsieur Pierre Aubert, Président de la confédération helvétique et chef du Département fédéral des affaires étrangères. Les entretiens ont porté notamment sur les relations de la Suisse avec la Communauté européenne et, sur le plan bilatéral, sur un projet d'accord de «non-double imposition» entre la Suisse et le Luxembourg. En ce qui concerne ce dernier point, le communiqué suivant a été publié: «Un échange de vues entre experts des contributions des deux pays aura lieu dans le but d'analyser l'évolution de la situation en matière fiscale et les problèmes qui découlent des différences de systèmes entre les deux réseaux conventionnels afin d'aboutir à l'ouverture de négociations entre les deux pays en vue de la conclusion d'une convention contre la double imposition.»

A l'issue d'un déjeuner offert en l'honneur de Monsieur Jacques F. Poos, Vice-Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Etrangères, par Monsieur Pierre Aubert, Président de la Confédération helvétique, Monsieur Poos a prononcé le toast suivant:

Dans l'avion entre Zurich et Luxembourg le petit dépliant géographique m'a rappelé que de toutes les capitales européennes et vu de Berne, ce n'est ni Paris, ni Bonn, Rome ou Vienne, mais Luxembourg qui est le plus proche de la capitale helvétique. Fait significatif que nous sommes coupables d'avoir perdu de vue depuis trop longtemps puisque la dernière visite ministérielle remonte à 1976.

Permettez-moi donc, M. le Président de vous remercier tout spécialement, d'avoir pris l'initiative de cette rencontre. En effet, ces contacts que nous entendons répéter, sont trop utiles et trop importants à l'époque que nous traversons pour les laisser tomber en désuétude.

Il est toujours hasardeux de faire des rapprochements hâtifs et superficiels sur les visions de deux pays et les caractères de leurs ressortissants. Mais dans le cas de la Suisse et du Luxembourg, les éléments de concordance, voire de similitude, sont trop évidents pour qu'on ne soit pas tenté d'en tirer certaines conclusions.

Deux nations, petites à l'échelle européenne, enclavées parmi de puissants voisins, ont su maintenir leur indépendance et leur identité à travers une histoire longue et bouleversée. Ilots de prospérité, on nous envie nos taux d'infla-

tion et de chômage, ainsi que le confort d'un niveau de vie constant qui nous permet même d'offrir des emplois aux habitants des régions limitrophes.

Votre pays, Monsieur le Président, peut s'honorer de sa longue tradition de terre d'asile. La conséquence en est une forte pénétration étrangère. Le nôtre bat encore ce record puisqu'il arbrite quelque 27% de ressortissants étrangers.

Vocation internationale de la Suisse, vocation européenne du Luxembourg, nous nous sommes mis, vous et nous au service de causes qui dépassent de loin nos étroites frontières. Je le dis, même si nous regrettons que votre souverain, le peuple suisse, ait refusé d'adhérer aux Nations-Unies. Nous respectons cette décision qui émane d'un attachement profond de vos convictions au principe de neutralité qui a cimenté la construction de la Confédération tout au long de son histoire.

Le Luxembourg, quant à lui, a été mal payé d'une neutralité que par deux fois nos voisins de l'Est ont violée. En prenant, à l'issue de la dernière guerre, le parti de l'intégration dans des ensembles étatiques plus grands, nous entendions mieux asseoir notre survie politique et économique. Plus de quarante années d'expérience ont prouvé que nous n'avons en rien abdiqué notre indépendance ni notre identité. Par des cheminements différents, nos deux pays ont abouti à un résultat identique.

Monsieur le Président, en maintes occasions, vous avez professé votre foi d'«européiste» convaincu.

L'Europe communautaire, dont on a si souvent critiqué les incohérences, est en train de se réaliser. L'achèvement de notre marché intérieur en 1992 constituera une nouvelle étape sur la voie de l'unification. Nous demeurons convaincus que votre pays, par ses vertus démocratiques, par sa puissance économique aurait été le meilleur des partenaires. Même si la Suisse n'est pas prête à se joindre à la Communauté, il sera de notre devoir de veiller à ce qu'elle n'en soit pas déconnectée et que nous gardions le bénéfice d'un *partnership*, mutuellement avantageux. Soyez assurés qu'au sein des Douze, le Luxembourg sera toujours un ami fidèle de votre pays. Il n'y a pas que «la déclaration de Luxembourg» pour vous servir de garant.

Sur le plan bilatéral, un seul petit nuage demeure sur un horizon autrement serein. Nous sommes convaincus que les intérêts bien compris entre nos places financières sauront dégager une solution dans l'esprit d'une compétition saine et équitable.

Monsieur le Président, il me reste de vous remercier en mon nom et en celui de mes collaborateurs pour l'accueil



chaleureux et amical que vous nous avez réservé dans votre capitale. J'espère que nous pouvons continuer ce dialogue très prochainement à Luxembourg. Pour reprendre l'une de vos paroles : Le Luxembourg et la Suisse sont des part-

naires de choix.

Messieurs, je vous prie de lever vos verres et de boire à la santé du Président de la Confédération et au bonheur du peuple suisse.

## La situation économique en 1986 et les perspectives pour 1987

### La conjoncture internationale

Sur le plan de l'économie mondiale, l'année 1986 a été celle des désillusions. Au printemps, alors que commençaient à se préciser les contre-chocs que constituaient la baisse du dollar, la chute des prix pétroliers et le recul des taux d'intérêt, les perspectives de l'économie mondiale et en particulier celles des pays importateurs de pétrole paraissaient extrêmement favorables.

Le bilan pour 1986 montre que ces changements dans l'environnement international n'ont pas provoqué le rebond de croissance qu'on en attendait et qu'au début de 1987 les perspectives sont plutôt en demi-teintes.

En ce qui concerne les pays européens plus particulièrement, l'impact mécanique des contre-chocs a eu d'importants effets sur la facture pétrolière, l'évolution, les coûts et le potentiel de production. Par contre on a enregistré une forte réduction de la demande des pays exportateurs de pétrole et des pays du tiers monde. De la sorte c'est la demande intérieure, consommation des ménages et investissement productif, qui a constitué en 1986 le principal moteur de la croissance.

La progression du niveau d'activité dans les pays de l'OCDE a été en léger fléchissement par rapport à 1985, soit un taux de croissance du PIB de 2.5% contre 3% l'année précédente. Dans la CE la reprise économique s'est poursuivie au même rythme. On estime généralement que les effets positifs différés des facteurs évoqués précédemment seront à l'origine de la poursuite de la croissance en 1987.

Les prévisions des organismes internationaux, qui datent du début du mois de décembre 1986, sont teintées d'un certain optimisme et ne prennent sans doute pas suffisamment en compte quelques développements négatifs.

Dans l'attente des redressements nécessaires, les déficits budgétaires et extérieurs des Etats-Unis continuent d'assombrir le climat économique mondial. De ce fait les perspectives d'évolution ultérieure des taux de change du dollar sont des plus incertaines.

La poursuite du recul du dollar et la renaissance du protectionnisme américain constituent des menaces graves pour le développement du commerce international, en particulier dans la perspective européenne. De même la crise de la dette des pays en voie de développement est loin d'être résolue et une hausse des taux d'intérêt sur le dollar pourrait l'aggraver.

Il reste par ailleurs une incertitude très grande en ce qui concerne l'évolution ultérieure des marchés énergétiques et les prix du pétrole pourraient encore subir d'importantes fluctuations.

Ces menaces qui pèsent sur l'évolution de l'économie mondiale conditionnent également largement les perspectives de l'économie luxembourgeoise en 1987.

### L'économie luxembourgeoise

Le bilan économique de l'année 1986 est globalement favorable. Maintien de la croissance économique, progression de l'emploi et recul du chômage, reprise des investissements, décélération très nette de l'inflation, mesures sociales et amélioration du pouvoir d'achat des ménages, poursuite du redressement de la situation extérieure, tels sont les points positifs à mettre à l'actif de la situation en 1986.

En ce qui concerne plus particulièrement le niveau d'activité, la production industrielle aura accusé une croissance de près de 4% en volume, cette expansion globale assez dynamique étant cependant freinée par la rechute de la production sidérurgique. Dans la construction la reprise s'est consolidée; la croissance sera supérieure à 5%.

De même, l'évolution dans les services, à l'exception de ceux liés de près à la sidérurgie, a été extrêmement positive. Tel est le cas notamment dans le commerce, les transports aériens et les services financiers.

On peut estimer que le PIB s'est encore accru à un rythme analogue à celui connu en 1985, soit environ 2,5% et peut-être plus.

La contribution de la demande intérieure à cette consolidation a été plus importante qu'en 1985, la consommation privée et les investissements connaissant une progression très dynamique.

Sous l'impact principalement de la baisse du dollar et des prix pétroliers l'inflation s'est considérablement réduite et le taux moyen en 1986 (0.3%) figure à l'un des tout premiers rangs dans la comparaison internationale.

La croissance de l'emploi salarié a été importante (3% environ par rapport à 1985) et témoigne tant de la poursuite de la reprise conjoncturelle que de la réussite de la restructuration économique entreprise depuis une dizaine d'années. En conséquence le taux de chômage s'est encore réduit et ne devrait guère dépasser les 1.4% en moyenne annuelle.

L'évolution des revenus des ménages a connu une expansion sensible sous l'effet notamment des mesures d'allègement fiscal prises dans la loi budgétaire de 1986, d'une série de mesures sociales importantes et concernant notamment le salaire social minimum et l'introduction d'un revenu minimum garanti, ainsi que d'une politique tarifaire positive tant dans le secteur privé que dans le secteur public.



Si dès le budget pour 1986 une certaine marge de manoeuvre en matière de finances publiques a été recouvrée, l'amélioration de la situation en cours d'année a permis la présentation d'un budget pour 1987 comportant d'importants allègements fiscaux tant en faveur des entreprises qu'au bénéfice des personnes physiques. L'orientation retenue comporte donc un soutien significatif de l'activité économique par l'encouragement de l'investissement, le renforcement de la rentabilité et la stimulation de la demande privée sans alourdir outre mesure les charges des entreprises.

On ne saurait donc nier les résultats positifs de l'économie luxembourgeoise en 1986, en concédant toutefois que ce redressement spectaculaire est tributaire des politiques de rigueur poursuivies antérieurement et qu'il a été favorisé par une série de facteurs externes exceptionnels et dont l'impact risque de ne plus se vérifier en 1987.

Aussi peut-on être très réservé quant aux perspectives économiques pour 1987.

La dépendance extrême de l'économie luxembourgeoise oblige à observer avec scepticisme les évolutions monétaires internationales actuelles. La compétitivité sur certains marchés de grande exportation se heurte d'ores et

déjà au problème de la chute du dollar et du protectionnisme grandissant.

Le secteur sidérurgique plus particulièrement est en proie depuis le 2e semestre de 1986, à une nouvelle crise conjoncturelle qui se superpose aux problèmes de structure qui sont loin d'être résolus. La dégradation dans ce secteur est grave et les perspectives pour le premier semestre de 1987 préoccupantes. La rechute dans une situation financière précaire et les répercussions sur le marché de l'emploi sont déjà patentées.

Les perspectives d'exportation des autres branches sont également perçues avec un pessimisme grandissant, soit en raison de soucis relatifs à l'alourdissement des coûts, notamment salariaux, soit en raison d'une appréciation plus négative de l'évolution des marchés extérieurs.

En début d'année il devient donc de plus en plus apparent que 1987 ne sera pas l'extrapolation linéaire des tendances positives ayant marqué 1985 et 1986, mais que les risques d'une inflexion dans le sens d'une rechute se présentent.

(Extrait de la publication «La situation économique au Grand-Duché de Luxembourg», No 4,86 du Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, STATEC).